



Usine de Mercedes, en bordure de Stuttgart



Jardin du château de Stuttgart, futur lieu d'un projet controversé d'expansion de la gare

## Voyage au centre de l'Europe :

Le Bade-Wurtemberg, entre performance économique et exigences écologiques



Dossier de préparation au voyage d'étude de l'IHEDATE  
Promotion 2012



Heidelberg, ville de conte de fées et centre majeur de recherche et de formation



Parc technologique d'Heidelberg

## Note aux auditeurs

*Chers auditeurs,*

Vous trouverez dans ce dossier un ensemble de documents réunis ou conçus dans le but de vous présenter de façon concise le Bade-Wurtemberg, la destination de votre voyage d'étude. Ils représentent une introduction aux multiples enjeux que les interventions et visites prévues lors du séjour vous permettront d'approfondir.

Ainsi, alors qu'Isabelle Bourgeois, chercheuse spécialiste du Land, présente dans son article les principales sources de la compétitivité du Bade-Wurtemberg, Frédéric Lemaître et Jean-Pierre Gougeon, journalistes au *Monde*, s'interrogent sur la pertinence de l'idée d'un « modèle allemand » qui se popularise au sein de l'opinion politique française, une notion également critiquée par Michel Santi, cette fois dans une optique plus économique.

Peu de temps après le bouleversement politique causé en mars 2011 par l'élection d'une coalition Rouge-Verte à la tête d'un Land traditionnellement industriel et conservateur, Karl de Meyer passe quant à lui en revue les implications de cette rupture. Dans ce contexte, Jean-Philippe Lacour, correspondant permanent aux *Echos*, étudie la nouvelle stratégie industrielle de Daimler, tandis que les articles comparant les politiques énergétiques françaises et allemandes se multiplient suite à la décision allemande de renoncer au nucléaire à l'horizon 2022.

Enfin, les données fournies par l'institut de statistiques affilié au ministère de l'économie du Land – à comparer avec les chiffres de la région Rhône-Alpes, partenaire du Bade-Wurtemberg – vous permettront de mieux appréhender ce territoire et de décrypter les discours officiels, possibilité qui viendront compléter les discussions libres prévues au début et à la fin du séjour.

Nous espérons que ce dossier vous apportera un éclairage utile à la préparation de votre voyage.

## Sommaire

Note aux auditeurs.....	<b>p.2</b>
Le statut des Länder allemands, fiche technique.....	<b>p.4</b>
Isabelle Bourgeois, « Bade-Wurtemberg : une compétitivité à taille humaine », in <i>Regards sur l'économie allemande</i> , Volume 74, 2005.....	<b>pp. 5-19</b>
Frédéric Lemaître, « L'Allemagne : vraie réussite et faux modèle », <i>Le Monde Géo et Politique</i> , 11.12.11.....	<b>pp. 20-23</b>
Jacques-Pierre Gougeon, « France-Allemagne : la fracture ? », <i>Le Monde</i> , 31.10.11.....	<b>pp. 24-26</b>
Michel Santi, « Quel exemple allemand ? », <i>Romandie News</i> , 27.02.12.....	<b>p.27</b>
Karl De Meyer, « Voyage dans le plus vert des Länder allemands », <i>Les Echos</i> , 12.05.11.....	<b>pp. 28-30</b>
Jean-Philippe Lacour, « Daimler : 2012 sera "une année de transition" », <i>Les Echos</i> , 09.02.12.....	<b>p. 31</b>
Emmanuel Grasland, « Le fossé se creuse entre la France et l'Allemagne », <i>Les Echos</i> , 06.12.11....	<b>p. 32</b>
Thibaut Madelin, « Nucléaire : le dialogue de sourds franco-allemand », <i>Les Echos</i> , 26.10.11....	<b>p. 33-34</b>
« Faits et Chiffres : Bade-Wurtemberg 2008 », données recueillies auprès de l'institut de statistiques affilié au Ministère de l'Economie et des Finances du Bade-Wurtemberg.....	<b>pp. 35-40</b>
Faits et chiffres de la région Rhône-Alpes, fiche technique.....	<b>pp.41-42</b>
Pour aller plus loin : bibliographie et filmographie complémentaires.....	<b>pp. 43</b>

## Le statut des Länder allemands

### Un fédéralisme coopératif

L'organisation administrative et territoriale de l'Allemagne est bien différente de celle de la France. Le fédéralisme coopératif ajoute au principe de séparation des pouvoirs, le principe de distribution des pouvoirs. Les Länder, au même titre que le *Bund* (l'Etat fédéral) sont à même d'exercer :

- le pouvoir judiciaire. Chaque Land possède sa propre cour de justice.
- le pouvoir exécutif. Chacun des Länder sont dotés d'un gouvernement dont la couleur politique peut-être différente de celle du *Bund*.
- le pouvoir législatif. Les Länder sont représentés au sein d'une chambre constitutionnelle appelée le *Bundesrat*. Ils participent ainsi à l'élaboration de la loi fédérale.

### Une autonomie importante

Il existe des compétences propres à l'Etat fédéral, des compétences propres aux Länder et des compétences partagées. La Loi fondamentale les énumère de manière exhaustive. Les compétences des Länder sont nombreuses : police, environnement, aménagement du territoire, aide sociale, éducation, etc.

Les Länder sont également autonomes financièrement, dans le sens où ils gèrent leur budget librement. Leurs ressources financières sont par ailleurs bien plus importantes que celles de nos régions, les prérogatives et les dépenses obligatoires du Land étant bien plus étendues.

### Comparaison récapitulative Land/région

Land	Région
Compétences étendues (police, éducation et formation, environnement, développement économique et social, aménagement du territoire, aide sociale, transports)	Trois domaines majeurs de compétences (développement économique, transports, formation professionnelle et lycées)
Budget cumulé important : 286 milliards d'euros en 2009 (proche de l'Etat fédéral) ex : Bade-Wurtemberg 31 milliards d'euros	Budget cumulé réduit : 22,8 milliard d'euros en 2009 ex : Rhône Alpes 1,63 Milliards (2002)
Chaque Land possède : une constitution, un gouvernement, un parlement et une cour de justice	Conseil régional
Autonomie importante, qui s'accroît encore avec la réforme de 2006	Autonomie limitée.

## « Bade-Wurtemberg : une compétitivité à taille humaine », par Isabelle Bourgeois

*Regards sur l'économie allemande, Volume 74, 2005*

« Si le Land de Bade-Wurtemberg était un Etat et une économie autonomes, il serait champion du monde ». Voilà comment cette région se présente dans une plaquette destinée aux investisseurs, rappelant qu'en valeur des exportations par habitants (plus de 10 000 €) elle surclasse le Japon et les USA. Mais la fierté n'est pas dénuée d'humour. La présentation se poursuit ainsi : « Mais nous n'oserions jamais le proclamer haut et fort ». Un clin d'œil à l'image d'une tranquille et riche province de 'fourmis' économes, travailleuses et inventives dont est doté ce Land industriel et high tech qui rivalise de compétitivité avec la Bavière voisine. Et qui se plaît à rappeler que, s'il n'est que la troisième économie de la République fédérale en termes de PIB, il n'en surclasse pas moins l'Autriche, la Suède ou le Danemark au sein de l'UE. Surtout, le Land est la région la plus innovante d'Europe, loin devant l'Île de France et la Bavière en ce qui concerne la part du PIB consacrée à la R&D (près de 4 %) ou le nombre de brevets par habitants (130 contre 115 pour la Bavière).

A « l'alliance du laptop et de la culotte de peau » qui résume la politique d'innovation bavaroise (voir REA 40/99), le Bade-Wurtemberg préfère une politique de compétitivité plus discrète, construite sur deux axes : la promotion de la culture industrielle régionale grâce à un intense effort de formation professionnelle et de soutien aux activités de transfert de technologies et de savoirs, surtout dans les PME ; l'aménagement d'un cadre favorable au développement des pôles de compétitivité qui ont émergé au fil du temps sur les piliers de l'industrie régionale (et allemande) : automobile, construction mécanique, TIC, biotechnologies et chimie. Mais l'internationalisation de ces branches qui faisait la force du Land risque aujourd'hui d'en fragiliser la compétitivité...

### Le site industriel allemand par excellence...



Réputé pour son attractivité touristique et gastronomique, le Bade-Wurtemberg (capitale : Stuttgart), qui s'étend sur la rive droite du Rhin, de l'Alsace à la Suisse et à la Bavière, figure parmi les Länder les plus prospères d'Allemagne. Son PIB (292 milliards € en 2004) représente 15 % du total allemand et le place juste après la Rhénanie du Nord-Westphalie et la Bavière. C'est non seulement un poids lourd industriel, mais le site industriel allemand par excellence, fief de ces biens d'investissement qui tirent traditionnellement la production manufacturière et les exportations de la République fédérale : la construction mécanique, l'automobile et l'électrotechnique. Il faut y ajouter une intense activité de R&D : un quart des brevets déposés outre-Rhin est à mettre à l'actif de ce Land qui se présente volontiers comme « le pays des inventeurs et des philosophes » (*das Land der Tüftler und Denker*), qui fut le berceau de l'automobile au XIXe

siècle et où on se plaît à rappeler que l'automobile y a même été inventée deux fois : par Gottlieb Daimler à Mannheim et par Karl Benz à Cannstadt. On y recense aujourd'hui des groupes comme DaimlerChrysler, Bosch, Mahle, Stihl, Kärcher, Heidelberger Druckmaschinen AG, Dürr AG, Carl Zeiss AG, Südzucker ou encore Roche, Michelin et Alstom, sans oublier Porsche.

### ... mais une industrie de services

La production manufacturière y contribue au PIB à hauteur de 35,8 % (2004 ; Arbeitskreis VGR der Länder), voire de 37,7 % (ministère de l'Economie du Land). C'est beaucoup plus qu'en moyenne nationale, où la part de l'industrie est tombée à 28,8 % selon les données publiées par le Land. C'est nettement plus aussi que dans cette Rhénanie du Nord-Westphalie qui fut longtemps le fief de l'industrie lourde mais qui, à l'issue d'une politique de restructuration originale (« du charbon au show biz puis au high tech », voir REA 62/03), a aujourd'hui largement tertiarié son économie : la part des services y dépasse 71 % (Arbeitskreis VGR der Länder). Elle n'est que de 63,2 % dans le Bade-Wurtemberg (61,5 % selon le ministère de l'Economie), ce qui, en termes relatifs, classe le Land au rang de l'économie la moins tertiariée d'Allemagne. Mais ce qui semble un handicap recouvre en réalité le fait que les grands groupes industriels du Land ont intégré dans leurs structures leurs activités de services, et révèle également une très forte interdépendance 'intersectorielle' entre entreprises industrielles et prestataires de services, une structure dont le Land tire son avantage compétitif dans le jeu de la concurrence des sites allemands et européens. Car la moitié des activités tertiaires relève des services aux entreprises industrielles, ainsi que l'atteste la présence de sociétés comme SAP, ABB, Südleasing, Südfactoring ou Agilent Technologies Deutschland. Autrement dit : les deux tiers de l'activité du Land relèvent de cette industrie de services (voir REA 71/05) qui caractérise l'Allemagne ; la moitié seulement des activités tertiaires appartient au segment des services aux consommateurs.

### Le poids respectif des Länder dans la République fédérale



	% de la superfic.	% de la populat.	% des actifs	% du PIB	% de l'ind.	% de l'export	PIB par actif <sup>a</sup>	Croissance	Taux de chômage <sup>e</sup>	< 25 ans
Bade-Wurtemberg	10,0	12,9	13,9	14,5	20,5	15,4	54 614	1,6	6,2	6,0
Basse-Saxe	13,3	9,7	9,0	8,5	8,8	6,6	49 012	1,2	9,6	9,1
Bavière	19,8	15,0	16,2	17,7	19,6	15,1	57 442	1,9	6,9	7,3
Berlin	0,2	4,1	4,0	3,5	1,9	1,4	46 201	0,5	17,6	17,5
Brandebourg	8,3	3,1	2,6	2,1	1,5	0,7	41 073	0,9	18,7	17,4
Brême	0,1	0,8	1,0	1,1	1,2	1,6	55 278	1,0	13,3	11,0
Hambourg	0,2	2,1	2,7	3,6	2,3	3,3	70 827	1,4	9,7	8,1
Hesse	5,9	7,4	7,8	9,1	8,0	4,9	61 411	1,7	8,2	8,5
Mecklembourg	6,5	2,1	1,9	1,4	0,7	0,3	39 078	1,1	20,5	17,8
Rhénanie du N.-W.	9,5	21,9	21,6	22,1	20,5	17,5	53 815	1,4	10,2	9,1
Rhénanie-Palatinat	5,6	4,9	4,6	4,4	5,2	3,9	50 712	2,0	7,7	8,3
Sarre	0,7	1,3	1,3	1,2	1,3	1,2	48 652	1,9	9,2	9,9
Saxe	5,2	5,3	5,0	3,7	3,0	2,0	38 558	2,2	17,8	14,6
Saxe-Anhalt	5,7	3,1	2,6	2,1	1,6	0,7	41 867	1,2	20,3	17,2
Schleswig-Holstein	4,4	3,4	3,2	3,1	2,3	1,7	51 640	1,8	9,8	10,5
Thuringe	4,5	2,9	2,7	1,9	1,8	0,7	37 600	1,5	16,7	14,4
RFA	100	100	100	100	100	< 100 <sup>b</sup>	52 445	1,6	10,5	9,9

Source : Arbeitskreis VGR der Länder pour les données relatives au PIB, à la croissance et aux taux de chômage (PIB aux prix de 1995) ; année 2004. Source : Destatis pour les données relatives à la superficie, la population, aux actifs, à la part dans l'industrie allemande et dans l'export ; elles se rapportent à 2002 (dernières données disponibles). a) en €. b) Une partie des exportations allemandes n'est pas imputable à un Land en particulier.

## Le premier site exportateur d'Allemagne

Trois branches y réalisent les deux tiers du CA de la production manufacturière (62 % en 2004) et occupent 58 % des actifs : la construction mécanique, l'automobile et l'électrotechnique. Elles exportent plus de la moitié de leur production. Ces branches réalisent 75 % des exportations de l'ensemble de la production manufacturière bade-wurtembergeoise dont, toutes branches confondues, le taux d'exportation est de 45 % aujourd'hui ; elle n'était encore que de 31,5 % en 1995, rappelle le ministère de l'Economie du Land. A elle seule, l'industrie automobile réalise plus d'un tiers (35,5 %, soit 40 milliards €) du total des exportations du Land, suivie de la construction mécanique (28 milliards €) et de l'électrotechnique (18 milliards €). Les performances du Land sont stratégiques pour la croissance allemande, comme le révèle la part de ces trois branches dans le total des exportations de la RFA par secteurs : respectivement 20,2 % (automobile), 26,2 % (construction mécanique) et 13,8 % (électrotechnique). Le Bade-Wurtemberg est le premier site exportateur de l'Allemagne.

## Un gros tiers de l'export hors de la zone euro

Près des deux tiers (58 %) des ventes s'effectuent au sein de l'UE ; c'est moins que la moyenne allemande (63,5 %). La France est le premier partenaire commercial européen du Land, avec 10,3 % de l'export (*idem* pour le total allemand), suivie de l'Italie (7,7 % ; moyenne allemande : 7,1 %), de la Grande-Bretagne (7,1 % contre 8,3 %) et de l'Autriche (5,3 % contre 5,4 %). Le gros tiers restant des exportations se répartit entre les Etats-Unis et l'Asie. Hors de la zone Euro, le principal partenaire commercial du Bade-Wurtemberg sont les USA, avec 13,3 % des ventes ; cette part nettement supérieure à la moyenne allemande (8,8 %) s'explique par la structure industrielle du Land où se concentre la production d'une part de ces biens d'investissement très demandés outre-Atlantique. Si quelque 12 % des ventes sont réalisées sur la marché asiatique, la Chine occupe une part certes encore modeste (3 %), mais en très forte croissance.

### Bade-Wurtemberg : industrie et structure des exportations en 2004

Industrie	BW	RFA	Part dans RFA
Entreprises ( <i>nombre</i> )	8 600	46 600	18,5 %
Salariés ( <i>en mio</i> )	1,212	6,019	20,1 %
CA total ( <i>en mrd €</i> )	251	1 421	17,7 %
CA à l'export ( <i>en mrd €</i> )	113	560	20,2 %
Taux d'exportation	45,0 %	39,4 %	–
Exportations	BW	RFA	Part dans RFA
Total ( <i>en mrd €</i> )	114	731	15,6 %
Automobile ( <i>en mrd €</i> )	27	135	20,2 %
Construction mécanique ( <i>en mrd €</i> )	27	103	26,2 %
Electrotechnique ( <i>en mrd €</i> )	17	123	13,8 %
Chimie ( <i>en mrd €</i> )	11	95	11,3 %

Source : Wirtschaftsministerium Baden-Württemberg, *Jahreswirtschaftsbericht 2004/05*

## Des groupes-phares mondialement réputés

Ces fortes activités à l'export sont bien sûr le fait de groupes industriels mondialement réputés et fortement internationalisés. 83 des 500 plus grands groupes allemands sont ainsi implantés dans le 'pays' de Mercedes, Lidl, MTU, Voith, Würth ou encore Hugo Boss. Mais ils ne sont que la partie la plus visible d'un très dense tissu d'entreprises dominé par des structures petites et moyennes et qui

constitue de véritables grappes d'activités. L'exemple le plus classique en est le secteur automobile avec ses réseaux intégrant l'ensemble de la chaîne de création de richesse, de la conception au segment des équipementiers. D'une manière plus générale, les entreprises-phares des branches les plus ouvertes à la compétition mondiale 'animent' ainsi littéralement ces réseaux *via* contrats et commandes, et surtout en diffusant vers l'amont leurs impératifs d'innovation et de compétitivité. Elles contribuent de la sorte à ce que se développe un environnement porteur, bénéfique à la croissance du site et à l'emploi.

### **Un dense réseau de *leaders* mondiaux de taille moyenne**

Mais ces *global players* sont loin d'être les seuls. Car le Bade-Wurtemberg, que ses habitants surnomment le *Ländle* (le « bon petit 'pays' »), est la patrie du *small business* ; il constitue le véritable socle des activités. Les PME représentent en effet l'écrasante majorité des entreprises, quelle que soit la branche. Une bonne moitié des établissements occupe au plus quatre salariés ; 2 % seulement des entreprises en occupe plus de 50. La plupart des PME sont encore la propriété de la famille ou de la personnalité fondatrice. Nombre d'entre elles ont suivi une croissance continue au fil des générations. Certaines, désormais fortement internationalisées, figurent parmi les leaders mondiaux dans leur secteur. La liste comprend l'équipementier automobile Eberspächer GmbH & Co. KG (Esslingen, CA : 1,47 milliard €), le spécialiste des tronçonneuses Stihl (Waiblingen, CA : 1,62 milliard €), transformé en société par actions en 1997 seulement, le fabricant de machines-outils et spécialiste de la découpe au laser Trumpf GmbH & Co. KG (Ditzingen, CA : 1,4 milliard €), le spécialiste mondial de l'emballage aluminium ou plastique Hinterkopf GmbH (Eislingen, CA non communiqué), l'éditeur de jeux Ravensburger (Ravensburg, CA : 287 millions €, société par actions depuis 1988), ou encore le fabricant de trains électriques miniatures Märklin GmbH (Göppingen, CA : 165 millions €).

### **Un grand nombre de PME hautement compétitives**

Si ces entreprises de taille moyenne et supérieure sont mondialement réputées, la taille n'est pas le seul critère pour figurer parmi les *hidden champions*. On pourrait multiplier les exemples de ces petites et moyennes structures créées à l'origine autour d'un business model astucieux ou pour valoriser une invention. Elles sont nombreuses dans la région de Stuttgart, à forte densité industrielle, et dont les infrastructures de transport comme le haut niveau du capital humain sont particulièrement porteurs. On y trouve des références comme la société Leki Lenhart GmbH (Stuttgart), spécialiste mondial du bâton de ski *high tech*, issue en 1975 du plasturgiste Lenhart, le concepteur de lunettes de luxe Lunor AG, créée en 1991, ou encore le chocolatier Ritter-Sport GmbH & Co. KG, aux mains de la famille fondatrice depuis 1920. Mais la capitale est loin d'avoir le monopole de ces champions, répartis également sur l'ensemble du territoire.

### **Un exemple de fonctionnement en partenariat : Hollister's MotorCycles**

Une société est à cet égard un exemple révélateur, bien qu'elle constitue un cas particulier puisqu'elle œuvre dans une niche au sein du segment du luxe. C'est la Hollister's MotorCycles, développeur et constructeur de motos réalisées sur mesure. La manufacture artisanale, sise à Zimmern-Horgen dans la Forêt-Noire (elle ne communique aucun chiffre), ne produit qu'une vingtaine de motos par an, mais toutes faites main et destinées à l'export (USA, à Monaco ou en Arabie Saoudite). Elle est représentative à sa manière de ce mode de fonctionnement en réseaux de partenariats constitué autour d'un business modèle original, en l'occurrence dans la niche de l'automobile individualisée de luxe. Parmi les partenaires de Hollister's figure ainsi une autre manufacture, créée en 1988, spécialiste aujourd'hui mondialement réputée des *roadsters* sur

mesure : la Wiesmann GmbH & Co. KG, elle-même partenaire de BMW pour la motorisation. Le réseau de Hollister's inclut par ailleurs un prestataire de services électroniques (IBS Internet Business Services ; [www.black-forest.de](http://www.black-forest.de)) ou le studio d'un photographe d'art (Peter Hillert ; [www.hillsalve.de](http://www.hillsalve.de)) qui compte parmi ses clients Actea La Fenêtre confort ou Glaxo Smithcline Consumer Healthcare. S'y ajoutent l'hôtellerie de luxe (Interalpen Hotel Tyrol), de même que l'habillement sur mesure, avec les groupes belge Scabal et britannique Harper & Fields.

### **Des partenariats et une culture sources de compétitivité**

La forte demande d'une offre individualisée dans le marché de masse par excellence qu'est l'automobile a incité l'équipementier Bosch à diversifier ses activités dans un créneau porteur, à la marge d'un segment du *tuning* en plein boom : celui des *desoldtimers*. Au cours des dix dernières années, le nombre des véhicules de plus de 30 ans a en effet augmenté de 250 % sur le seul marché allemand ; leurs propriétaires dépensent en moyenne quelque 1 000 € pour leur entretien. Le groupe vient d'annoncer début novembre 2005 la création d'une nouvelle division opérationnelle : Bosch Automotive Tradition. Quatre pays sont visés, les fiefs de l'automobile de collection : Allemagne, France, Grande-Bretagne et Italie. On voit là comment, de proche en proche, se créent des synergies transsectorielles qui intègrent d'entrée de jeu l'espace européen ou mondial et dynamisent un territoire. Les entreprises sont insérées dans un environnement régional hautement compétitif, fondé sur une culture de la concurrence et de l'excellence qu'elles partagent toutes, quelle que soit leur taille. Cette culture n'est pas propre au seul secteur automobile, contrairement à ce pourrait laisser croire l'existence de champions dans le segment de l'équipement comme Behr GmbH & Co. KG (Stuttgart ; CA : 3 milliards €), leader de la climatisation et du chauffage automobile. Ces champions se recrutent dans l'ensemble des activités, comme le montre l'exemple de la société M+W Zander Holding AG (Stuttgart, CA : 2 milliards €) qui, en l'espace de 10 ans, a décuplé son CA et s'est hissée au rang des leaders dans le segment du *facility management* à partir de son cœur de métier : le microprocesseur.

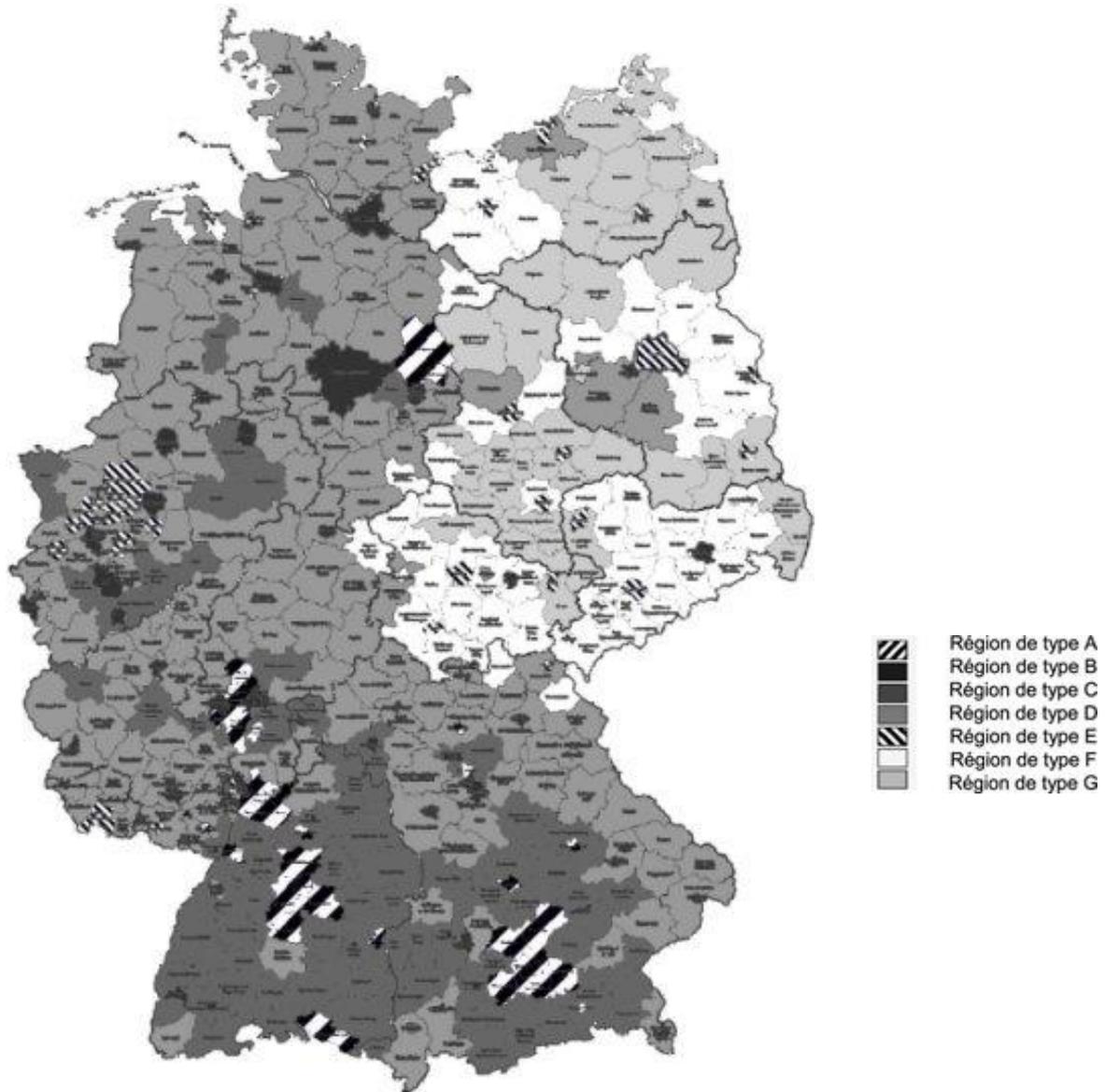
### **Une forte intensité de R&D**

La compétitivité de ces entreprises est liée à plusieurs facteurs. Le premier est la forte réactivité que permet leur taille petite ou moyenne, conjuguée à des circuits décisionnels courts entre l'identification de la demande et la proposition de solutions au client. A cette forte proximité avec le marché s'ajoute un second facteur : la densité des activités industrielles et de services liés sur l'ensemble du territoire du Land. Autrement dit : les fournisseurs des entreprises citées et de tant d'autres sont eux aussi hautement réactifs et performants. C'est là le reflet du classique fonctionnement en réseau des PME allemandes. Enfin, troisième facteur : l'intensité de leurs activités de R&D, particulièrement prononcée dans le Bade-Wurtemberg qui consacre quelque 4 % de son PIB à la R&D. Mais il s'agit là d'une moyenne. La société Trumpf, par exemple, consacre 8 % de son CA à la R&D – deux fois plus que la moyenne de sa branche. Elle s'est dès lors vu décerner en octobre le prix du *Best of European Business* (catégorie « Innovation » ; entreprises au CA inférieur à 3 milliards €), créé dans sept pays européens (dont la France et la Grande-Bretagne) par le cabinet Roland Berger, le quotidien *Financial Times* et le périodique *manager magazin*. L'autre lauréat dans la catégorie innovation (CA supérieur à 3 milliards €) est le constructeur automobile bavarois BMW. Deux autres groupes du Bade-Wurtemberg se sont vu décerner le prix cette année, dans la catégorie « croissance exceptionnelle » : le constructeur automobile Porsche et le groupe pharmaceutique Altana AG (Constance, CA : 3 milliards €).

La carte ci-dessous détaille le **potentiel** – non pas l'état actuel – de compétitivité des 439 circonscriptions administratives et agglomérations recensées en Allemagne, tel qu'il a été établi

par Prognos. L'Institut a déterminé à cet effet sept types de profils ; ils se composent de 4 catégories d'indicateurs : démographie, marché de l'emploi, concurrence et innovation, prospérité et situation sociale.

### **Benchmarking régional des pôles de compétitivité allemands en termes de potentiel**



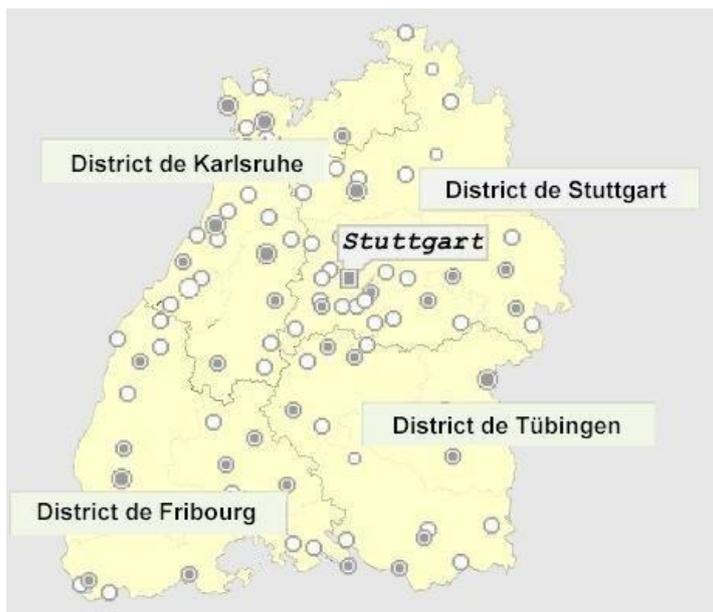
La carte révèle que la quasi-totalité du Bade-Wurtemberg appartient au moins au type C. Ce classement s'explique par la forte compétition régionale au sein de la RFA. Si le Bade-Wurtemberg est hautement compétitif aujourd'hui, d'autres Länder se caractérisent par un dynamisme prononcé qui pourrait à l'avenir modifier sa position. Dans cette approche de *benchmarking*, seules l'agglomération de Stuttgart et ses environs, de même que le district du Lac de Constance ou la région Rhin-Neckar figurent parmi les *clusters* allemands (type A) les mieux armés pour l'avenir.

Type	Démog.	Emploi	Concur./Innov.	Prospérit.
A	++	++	++	++
B	++	++	+	--
C	++	o	o	++
D	+	o	-	+
E	-	o	-	--
F	-	-	--	o
G	--	--	--	--

### Homogénéité territoriale et partage interrégional du travail

Le quatrième facteur est une caractéristique unique outre-Rhin, qui distingue le Bade-Wurtemberg des autres Länder, même de la Bavière voisine : une grande homogénéité territoriale en termes d'activités, de productivité ou d'innovation, c'est-à-dire l'absence de disparités régionales prononcées. Les activités sont certes concentrées dans les zones urbaines ; Stuttgart, Böblingen et Heidelberg constituent le trio de tête des agglomérations les plus compétitives. Mais les banlieues ou les zones à faible densité de population ne sont pas moins dynamiques. Près de la moitié des régions du Land sont hautement compétitives, ce qui porte la part du Bade-Wurtemberg à 20 % de l'Allemagne, estime l'institut Prognos. L'ensemble du Land constitue dès lors comme un pôle de compétitivité d'un seul tenant. Bien sûr, la structure des activités varie au sein du Land, délimitant son territoire en quatre principaux bassins qui suivent *grosso modo* les frontières des quatre districts administratifs (et des territoires des douze chambres de commerce et d'industrie). Or ces différences donnent lieu à une sorte de « partage interrégional du travail » (Arndt et al., 2005), à l'origine de la compétitivité du Bade-Wurtemberg, puisqu'il associe zones dédiées au savoir et aux services, donc à capital humain hautement compétitif, et zones dédiées à l'industrie et la R&D, à forte intensité en capital.

### 4 districts administratifs ... et un réseau de 12 CCI



● Sitz der IHK ○ Hauptgeschäftsstelle, Bezirkskammer □ Geschäftsstelle, Büro, Bildungshäuser

Le Bade-Wurtemberg (35 752 km<sup>2</sup>, soit 5 000 km<sup>2</sup> de plus que la Belgique) est le seul Land allemand à avoir été créé par referendum. Il est issu en 1952 de la fusion de trois Länder créés après la guerre dans les zones d'occupation américaine (Nord-Württemberg-Baden) et française (Süd-Baden et Süd-Württemberg-Hohenzollern). Les districts administratifs actuels en suivent les anciennes frontières.

Depuis 1952, le parti CDU est majoritaire au sein du Land, composant le gouvernement tantôt seul, tantôt au sein d'une grande coalition avec le SPD (1966-72 et 1992-96), ou en s'alliant aux libéraux, ce qui est le cas actuellement. Ministre-président : Günther H. Oettinger (CDU).

### **Stuttgart : 5,78 % du PIB pour la R&D**

En matière d'industrie et de R&D, une région domine de loin : celle de Stuttgart. La capitale du Land héberge l'une des six bourses régionales allemandes (voir [REA 73/05](#)) et le siège de 22 grands groupes, ce qui la classe en 5<sup>ème</sup> position après Hambourg, Munich, Düsseldorf et Essen, comme le rappelle une étude commanditée à Prognos par la banque publique du Land (L-Bank). Quatre branches y dominent : l'automobile, l'électrotechnique et l'informatique, l'édition et les médias, ainsi que l'assurance. Cette structure fait de la capitale la métropole la plus industrielle d'Europe : 40 % de la création de valeur y est imputable à l'industrie (Werner et al., 2005) ; c'est 10 points de plus que les agglomérations de Milan et Turin, ou que la moyenne européenne. Elle lui confère aussi la seconde place parmi les métropoles les plus créatrices de richesse d'Allemagne, avec un PIB par habitant (en équivalents de pouvoir d'achat) de 31 530 unités, après Munich (40 500). Au sein de l'UE, elle occupe la 9<sup>ème</sup> position (Munich, Londres et Copenhague constituant le trio de tête). Car à la différence des autres métropoles où dominent de loin les services, la structure majoritairement industrielle de Stuttgart a pour corollaire un énorme potentiel d'innovation. L'Office des statistiques du Land y a dénombré 876 brevets déposés par million d'habitants en 2002 ; c'est certes moins que Munich, mais la région de Stuttgart investit 5,78 % de son PIB dans la R&D – un record outre-Rhin, selon la CCI.

### **Automobile et construction mécanique tirent l'innovation**

Cela s'explique par la forte présence de l'automobile et de la construction mécanique, les traditionnels moteurs de l'innovation incrémentale outre-Rhin (voir [REA 71/05](#)). A titre d'illustration : le « Prix Avenir » allemand 2005 (*Deutscher Zukunftspreis*) a été décerné le 11 novembre par le président de la République à une équipe pilotée par deux ingénieurs, employés respectivement par Siemens (Bavière) et Bosch (Stuttgart). Ils avaient développé le système d'injection piézoélectrique pour les moteurs diesel et essence. La présence de ces branches-phares entretient un environnement favorable à la création de start ups technologiques comme cette Foldcore GmbH ([www.foldcore.de](http://www.foldcore.de)), créée en 2004 par deux ingénieurs sur la base d'un procédé du même nom développé par eux. Le procédé de pliage 'en sandwich' de matériaux fins, mais souples, comme le carton ou les tôles permet de produire à faibles coûts des matériaux légers, drainants, acoustiquement isolants, destinés au BTP, à l'automobile ou à l'aéronautique. Un de ses premiers clients est d'ailleurs Airbus. Or l'intense activité industrielle dope aussi le segment des services aux entreprises, comme le révèle le parcours de la Bernd Kußmaul GmbH (Weinstadt/ Großheppach), créée en 1997 par un technicien de la construction mécanique et diplômé en sciences de gestion ([www.bernd-kussmaul-gmbh.de](http://www.bernd-kussmaul-gmbh.de)). Sa société, qui occupe aujourd'hui 15 salariés, s'est spécialisée dans le management de projet et le *supply chain management* ; parmi ses premiers clients figuraient Audi Quattro GmbH et Adidas.

### **Böblingen/Sindelfingen : un *cluster* dédié au logiciel**

Au sein de la région de Stuttgart, un site s'est spécialisé dans le développement de logiciels et de hardware : l'agglomération de Böblingen/Sindelfingen au sud-est, où sont installées des sociétés comme Hewlett Packard, Agilent Technologies, Philips Semiconductors, le second centre de recherche mondial d'IBM ou la Smart GmbH (DaimlerChrysler). Elle constitue un *cluster* certes particulier, mais intégré dans la structure des activités de la région. Ces groupes se sont associés avec les pouvoirs municipaux et régionaux dans une « Initiative de développement économique » au sein de laquelle ils mettent en réseau leur savoir-faire afin de le rendre accessible aux autres entreprises du cru, notamment aux PME. Dans ce cadre, le gouvernement du Land, les municipalités et la CCI locale ont lancé en 1995, avec le soutien de DaimlerChrysler, HP et IBM, un « Centre du logiciel » ([www.softwarezentrum.de](http://www.softwarezentrum.de)) rassemblant dans un réseau virtuel de coopération 80 PME du secteur, anciennes et nouvelles.

### **Bodensee-Oberschwaben : recentrage sur le cœur de métier**

Si la région de Stuttgart est la *leader* incontestable parmi les zones dédiées à l'industrie et la R&D, elle n'est pourtant pas la seule. A l'est, l'agglomération d'Ulm et, au sud, la région Bodensee-Oberschwaben font partie elles aussi de ces pôles industriels à fort dynamisme. Cette dernière région, qui partage le lac de Constance avec la Suisse et l'Autriche, héberge de grands groupes tels ZF Friedrichshafen, MTU, EADS Astrium ou EADS Dornier, mais aussi des entités moyennes comme VA Tech Escher Wiss GmbH, Hawera Probst GmbH (outillage), sans oublier Ravensburger. La région, pourtant de structure à dominante agri- et sylvicole, compte parmi les plus dynamiques en termes d'innovation, avec 106 brevets pour 100 000 habitants selon une étude de Prognos effectuée en 2002 (et citée par la CCI), ce qui la situe aujourd'hui au quatrième rang des régions d'Allemagne. Elle doit sa compétitivité à un recentrage collectif sur son cœur de compétences : l'automobile et la construction mécanique – les deux branches les plus en pointe à l'international.

### **Ulm : « Cité des sciences » et des technologies du futur**

L'agglomération d'Ulm, stratégiquement bien située sur l'axe Munich-Stuttgart, se caractérise quant à elle par le développement d'un *cluster* mettant en synergie la R&D d'entreprise avec la recherche fondamentale et appliquée de l'université et des établissements extra-universitaires dans des domaines à première vue disparates, mais dont la coexistence reflète en réalité la diversité des enjeux liés aux technologies-clefs : médecine, chimie-biologie, physique, informatique ou mathématiques, sans oublier les technologies liées à l'énergie ni les sciences économiques et de gestion. Par ailleurs, tous les niveaux de qualification sont ainsi rassemblés – du technicien formé dans la *Fachhochschule* à l'ingénieur diplômé de l'Université d'Ulm –, ce qui contribue à une large diffusion de la culture de l'innovation, favorable à la réactivité des entreprises comme à la promotion de la recherche fondamentale. On y observe une forte concentration de centres réputés comme l'Institut für Lasertechnologien in der Medizin und Meßtechnik (ILM, technologies du laser appliquées à la médecine et aux mesures et asservissement), l'Institut für Diabetestechnologie (technologies du diabète) ou le Zentrum für Sonnenenergie- und Wasserstoffforschung (ZSW, énergie solaire et recherche sur l'hydrogène). S'y ajoute le centre de recherche de DaimlerChrysler, spécialisé notamment dans les matériaux, la microélectronique ou l'énergie. Ces compétences sont réparties dans l'ensemble de l'agglomération, mais mises en réseau grâce à une politique de coopération lancée en 1986 et associant entreprises, pouvoirs locaux et dispositif de recherche dans une approche partagée de transfert des savoirs et compétences. Cette stratégie qui fait d'Ulm une « Cité des sciences » (*Wissenschaftsstadt*) avait pour objectif délibéré de permettre la reconversion d'une ancienne région industrielle vers un site compétitif dans l'économie du savoir. Dans le cadre de sa

politique d'urbanisme et de développement économique, la municipalité a piloté et soutenu la création de trois *Science Parks*. « *On ne peut pas forcer le succès ; mais on peut optimiser les conditions-cadre* », explique la ville ([www.ulm.de](http://www.ulm.de)) ; l'étude 2004 de Prognos sur la compétitivité des sites valide *a posteriori* cette approche. Elle se fonde aussi sur une coopération étroite avec l'agglomération voisine de Neu-Ulm, située sur la rive bavaroise du Danube, en matière de politique structurelle virtuelle (e-gouvernement). Cette politique interrégionale s'est vu décerner en novembre 2005 le Prix « Best-Practice-Award MEDIA@Komm-Transfer » décerné conjointement par le ministère fédéral de l'Economie et diverses entreprises dont SAP et T-Systems.

### **Heidelberg, leader des services et des technologies du futur**

Dans la catégorie des régions dédiées aux services et aux savoirs, la ville de Heidelberg se profile comme leader en matière de biotechnologies, de TIC et de services financiers. Elle est au cœur de cette *BioRegion Rhein-Neckar-Dreieck* (triangle Mannheim, Ludwigshafen, Heidelberg au confluent du Neckar et du Rhin) qui est l'un des trois sites dédiés aux sciences du vivant lauréates du concours BioRegio lancé par le ministre fédéral de la Recherche en 1996 et destiné à rapprocher la recherche fondamentale du marché (voir REA 57/02). Dans ce *cluster* se concentrent en effet d'une part des structures réputées de recherche en biologie moléculaire comme le laboratoire européen EMBL créé en 1974, le centre de recherche ZMBH de l'Université Ruprecht-Karls, l'Institut Max-Planck de recherche médicale ou le centre de recherche allemand sur le cancer DKFZ, une fondation du Land de Bade-Wurtemberg qui est membre de la société Helmholtz et de la DFG. Ces structures, spécialisées notamment dans la biogénétique ou la bioinformatique, et qui sont toutes à Heidelberg, travaillent en réseau avec les pôles de technologie moléculaire, d'informatique et de mathématiques appliquées de Mannheim, ceux de microbiologie de Kaiserslautern ou ceux de biogénétique de Neustadt/Weinstraße (biotechnologies vertes). S'y ajoutent d'autre part des géants de la chimie/pharmacie installés dans les sites alentour (Roche Diagnostics, Merck, Abbott, Baxter, ou Aventis Pasteur) et un certain nombre d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance (Lion Biosciences, Leica Microsystems GmbH...). La plateforme technologique de Heidelberg (*Life-Science-Park*), sise sur le campus de l'université, est la première d'Allemagne, avec 45 entreprises et quelque 1 000 salariés.

### **Une tertiarisation en harmonie avec la recherche et l'industrie**

La ville de Heidelberg (80 % des activités dans le tertiaire) est aussi un de ces pôles où se concentrent les services aux entreprises (l'éditeur de progiciels SAP, le courtier en assurances MLP AG ou les éditions scientifiques Springer). Or cette tertiarisation ne se fait pas au détriment de l'industrie, qui au contraire s'insère parfaitement dans ce schéma d'innovation, comme le révèlent les noms des entreprises qui ont leur siège dans la ville : Heidelberg Druckmaschinen AG (presses d'imprimerie, leader mondial), Heidelberger Zement AG (cimenterie), ABB AG, spécialiste de la robotique et des technologies de l'énergie, ou encore le fabricant de stylos Lamy GmbH, une PME familiale au CA de 50 millions €. En termes de potentiel de compétitivité, la ville du philosophe Kant ([www.heidelberg.de](http://www.heidelberg.de)), pôle universitaire d'excellence, surclasse Stuttgart ; elle bénéficie d'une structure démographique particulièrement dynamique, avec une forte proportion d'actifs jeunes et hautement qualifiés.

### **Fribourg : ville solaire et membre de la BioValley**

Deux autres pôles urbains tertiaires se distinguent : Fribourg-en-Brisgau et Karlsruhe. La structure économique de ces villes universitaires et touristiques est dominée par la banque et l'assurance, le logiciel (autrement dit : des services aux entreprises), ainsi que les technologies liées à

l'environnement. Fribourg est ainsi le premier pôle de compétence allemand dans le domaine de l'énergie solaire, ce qu'expliquent la présence de l'Institut Fraunhofer spécialisé en la matière (ISE), l'implantation d'entreprises comme Solarfabrik AG et Solarstrom AG ou d'institutions comme l'International Solar Energy Society (ISES), sans oublier les activités du principal salon européen du secteur, l'Intersolar. Parallèlement, la situation géographique de Fribourg (ouverture sur trois marchés nationaux) comme son dispositif de recherche universitaire et appliquée ont amené cette autre *BioRegio* allemande à s'associer avec les villes limitrophes (Strasbourg, Bâle et Karlsruhe) dans un réseau de coopération transfrontalière : la *Biovalley* du Rhin supérieur, pôle biotechnologique d'envergure européenne.

### **Karlsruhe : une « fabrique » des technologies...**

La *Technologiefabrik* de Karlsruhe ([www.technologiefabrik-ka.de](http://www.technologiefabrik-ka.de)) est l'une des premières pépinières et plateformes technologiques créées en Allemagne, à l'initiative du Land qui lançait la, dès 1983, les axes d'une politique de développement structurel et de compétitivité globale cherchant avant tout à favoriser la mise en réseau des compétences. Avec deux objectifs : encourager une approche proactive de l'innovation dans les PME, et promouvoir la création de start ups technologiques grâce à une politique d'offre, ce qui distingue la politique du Bade-Wurtemberg de celle menée dans l'Alsace voisine, où la priorité est la sensibilisation à l'innovation (voir *REA 54/01*). Rappelons que l'existence d'une forte culture d'innovation est l'une des caractéristiques foncières du Bade-Wurtemberg – et ce, depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. La « Fabrique technologique » de Karlsruhe, installée dans l'ancienne manufacture de machines à coudre Singer à quelques minutes de l'université, est ainsi reliée à un plus vaste réseau régional d'incitation à la création d'entreprise, à la recherche fondamentale et appliquée, et au soutien au *Mittelstand*.

### **... insérée dans des réseaux de coopération**

Et elle est membre de la fédération de ces plateformes (ADT) qui compte aujourd'hui 166 adhérents, dont 17 dans le Bade-Wurtemberg. Au fil du temps, quelque 220 entreprises sont nées dans l'incubateur de Karlsruhe qui accueille la 4<sup>ème</sup> génération de créateurs. Sur ce total, huit start ups seulement ont abandonné, soit un taux de réussite de 96 %. Les compétences se concentrent actuellement sur les mesures et asservissement (fondamentales notamment dans le domaine des éco-industries, voir *REA 57/02*), les technologies au laser, ainsi que les TIC. Les partenaires institutionnels de la fabrique sont le Land, sa banque publique L-Bank et la CCI, qui apportent financement, conseil et formation. S'y ajoutent les liens avec diverses fédérations professionnelles, des réseaux de créateurs d'entreprise ou de développeurs technologiques. La fabrique travaille, cela va sans dire, en coopération avec les établissements d'enseignement supérieur de Karlsruhe comme avec trois instituts du réseau de recherche appliquée Fraunhofer : l'ICT (technologies de la chimie), l'IITB (informatique) et l'ISI (innovations systèmes).

### **Politique structurelle : amélioration du cadre réservé aux activités...**

Le 'partage du travail' entre ces deux catégories de zones de compétitivité se nourrit d'une longue tradition manufacturière, ancrée dans un tissu très dense d'entreprises du *Mittelstand* particulièrement réactives à l'évolution du marché, et rompues dans l'art d'établir partenariats et réseaux (voir *REA 64/03*). « *Les clusters sont souvent des unités géographiques de petite taille, nées spontanément* », surtout dans l'industrie métallurgique et électrotechnique (Lichtblau et al., 2005). La part dominante réservée dans la structure des activités du Land à ces branches très internationalisées a assurément joué un rôle déterminant dans l'ouverture à l'international de l'ensemble des activités, de même qu'elle entretient un climat favorable à

l'innovation incrémentale dans ses réseaux de sous-traitance qui rayonnent quant à eux dans les segments connexes, notamment les services. Dans ce contexte, la politique structurelle du Land a consisté à réformer en profondeur son administration (compétences exclusives des Länder) : débureaucratisation, mise en réseau ('guichets uniques') des acteurs institutionnels auparavant très dispersés et cloisonnés, réforme des missions de l'administration publique et introduction du management qualité.

### ... investissements dans le capital humain...

L'existence d'une longue réputation universitaire (le Land compte 9 universités ; celle de Fribourg fêtera ses 550 ans en 2007), de même que la multiplication des centres de recherche appliquée du *Mittelstand*, constituent un autre facteur de compétitivité potentielle dont le Land a su saisir l'enjeu stratégique en développant les passerelles entre la recherche et le marché, comme le rappelle une étude réalisée par la Fondation Bertelsmann. La réforme du financement des universités intervenue en 2002 en Allemagne (voir REA 66/04) a été bénéfique aux établissements du Bade-Wurtemberg. La part des financements publics étant désormais fixée au prorata des recettes propres de chacun d'entre eux, les universités du Bade-Wurtemberg battent un record depuis 2002 : la part des recettes propres par poste de professeur y est de 103 000 €, contre 80 000 € seulement en moyenne allemande. L'attractivité du site explique la présence d'une population hautement qualifiée : près d'un dixième des citoyens du Land est diplômé de l'enseignement supérieur. Au plan de la formation initiale, le système scolaire du Land (les Länder sont souverains en la matière) est considéré comme l'un des plus performants d'Allemagne dans les études PISA de l'OCDE ou leurs équivalents allemands. Conjugué à la prédominance du *Mittelstand* où se recrute l'essentiel des entreprises dispensant une formation professionnelle (voir REA 69/04), cet état de fait explique que le taux de chômage du Land est le plus faible d'Allemagne, quelle que soit la cohorte considérée.

### Le dispositif de transfert et de recherche appliquée du Bade-Wurtemberg

- **7 centres de recherche indépendants placés auprès des universités** du Land. Ils ont été créés au cours des années 1980. Leur vocation est d'assurer le transfert des savoirs entre la recherche universitaire et l'industrie, *via* projets ou réseaux de coopération. Leurs directeurs sont employés de l'université auprès de laquelle est placé leur centre. Ces centres sont détenus par des fondations et soutenus par plus de 200 entreprises. Budget 2003 : plus de 49 millions € au total ; le financement privé (entreprises) s'est élevé à 16 millions €. Il s'agit du *Forschungszentrum Informatik* (Karlsruhe), du *Naturwissenschaftliches und Medizinisches Institut* (Tübingen), du *Forschungsinstitut für angewandte Wissensverarbeitung* (Ulm), de l'*Institut für Lasertechnologien in der Medizin und Messtechnik* (Ulm), de l'*Institut für Mikroelektronik* (Stuttgart), du *Zentrum Fertigungstechnik* (Stuttgart) et du *Zentrum für Sonnenenergie- und Wasserstoff-Forschung* (Stuttgart et Ulm).

- **8 instituts de recherche professionnelle de branche.** Ils ont été fondés par les fédérations industrielles et/ou sont soutenus par des associations de fondations avec pour mission d'accompagner les PME dans leur modernisation technique. Ceux du Land sont spécialisés dans les domaines suivants : textile (notamment technologies de production et chimie), chimie des métaux, pigments, microtechnologies, mécanique de précision/horlogerie et tannerie. S'y ajoute à Stuttgart la succursale du *Süddeutsches Kunststoffzentrum Würzburg* (SKZ, matières plastiques). Budget 2003 : 31 millions € ; 10 millions de financement privé (projets).

- **14 Instituts Fraunhofer** (sur les 58 d'outre-Rhin). Ces instituts réputés de recherche

appliquée sont financés conjointement par le Bund (90 %) et le Land où ils sont implantés (10 %). Dans le Bade-Wurtemberg, leur budget total s'élevait à 227 millions € en 2003 (recettes propres : 72 millions €). Leurs spécialisations : technologies de la construction (IBP, Stuttgart ; IRB, Stuttgart), de l'énergie (ISE, Fribourg), TIC (IITB, Karlsruhe), robotique (IPA, Stuttgart), mesures et technologie des capteurs (EMI, Fribourg ; IPM, Fribourg), ingénierie et process (IAO, Stuttgart ; ICT, Pfinztal ; IGB, Stuttgart ; ISI, Karlsruhe ; TEG, Stuttgart), matériaux (ISC, Wertheim ; IWM, Fribourg).

- **2 centres du réseau Helmholtz** spécialisé dans la recherche fondamentale et le transfert. Il pilote les grands programmes fédéraux d'innovation (technologies-clefs, énergie, sciences de la terre et de l'environnement, santé et structure de la matière ; voir REA 70/05). Leur financement est lui aussi conjoint ; le Land y contribue à hauteur de 10 %. Budget total 2003 : 350 millions € (dont 19 millions € de ressources propres). Les deux centres installés dans le Bade-Wurtemberg sont : le *Deutsches Zentrum für Luft- und Raumfahrt* (DLR) avec deux sites, à Stuttgart (matériaux, énergie) et à Lampoldshausen (propulsion) ; le *Forschungszentrum Karlsruhe in der Helmholtz-Gemeinschaft* (environnement, énergie, technologies des microsystèmes).

- La **Fondation Steinbeis** (Stuttgart) et son réseau de centres de transfert. Elle a été créée en 1971 avec pour mission d'accompagner le *Mittelstand* dans le processus de globalisation des activités et, ce faisant, de soutenir à son niveau la politique de compétitivité du Bade-Wurtemberg. Cette interaction s'est concrétisée en 1982 par la création d'un poste de Chargé du gouvernement pour le transfert des technologies ; celui-ci assume en outre depuis 1983 les fonctions de président du directoire de la Fondation. Le réseau des 300 centres Steinbeis est réparti sur l'ensemble du territoire du Land, généralement à proximité des universités, où sont recrutés quelque 3 030 enseignants et chercheurs (toutes disciplines). L'éventail des activités du réseau s'étend de la diffusion de l'information sur le développement des techniques et technologies ou l'élaboration d'études de marché au management et/ou pilotage de projet, sans oublier l'intelligence économique (voir dans ce numéro). Les recettes issues des activités sur contrat se sont élevées à 89 millions € en 2003.

### ... et soutien aux centres et réseaux de transfert

La seule ressource naturelle notable du Bade-Wurtemberg étant son capital humain (et la légendaire inventivité de ses habitants), le gouvernement du Land a misé très tôt sur une politique de soutien aux approches innovantes des entreprises sur son territoire. Sa politique se contente de soutenir budgétairement les nombreuses structures de recherche appliquée et de transfert technologique ou de savoirs installées dans le Land. Elle décline certes à l'échelon régional les axes de la politique d'innovation et de recherche du Bund tout en l'insérant dans le champ européen. Mais elle suit plus encore ses orientations propres, déterminées avant tout par la structure économique bade-wurtembergeoise et les impératifs d'innovation auxquelles sont soumises ses branches dans la compétition mondiale. Dans ce contexte, le ministre de l'Economie du Land définit ainsi sa mission prioritaire : « *soutenir les efforts conjoints entrepris par le monde de l'entreprise et le monde de la recherche pour développer des solutions innovantes orientées sur l'entreprise* ». Sa politique se résume dès lors à créer les conditions visant le bon fonctionnement d'un système intégré d'interaction entre l'offre en matière de recherche et de technologies et la circulation des savoirs entre tous les acteurs (y compris publics) grâce au transfert. C'est ainsi qu'il soutient la compétitivité du site de production : en contribuant au financement (77 millions € en 2003) de tous ces établissements de recherche qui jouent le rôle de passerelle entre la recherche fondamentale (universités, Instituts Max-Planck) et le marché, et qui figurent, avec les fédérations professionnelles

et les partenaires sociaux, parmi ses partenaires privilégiés. Le dispositif est dense : il comprend notamment 7 centres de recherche indépendants placés auprès des universités, 8 instituts de recherche professionnelle de branche (sur les 54 recensés en Allemagne), 2 centres Helmholtz de recherche appliquée (sur 15), 14 instituts Fraunhofer (soit le quart du dispositif allemand). Sans oublier la Fondation Steinbeis, créée à Stuttgart en 1971, et à laquelle est dévolu un rôle d'interface entre la politique globale de compétitivité du Land et la modernisation des entreprises du *Mittelstand*.

### Une action placée au service des acteurs économiques

La politique structurelle du Bade-Wurtemberg, établie dans la continuité, se limite au fond à aider les acteurs économiques du Land à développer leur potentiel propre en se fondant sur un système comme une culture d'activités et d'innovation en réseau. Dans cette approche, qui inclut le développement du *public private partnership*, le gouvernement se situe lui-même dans une logique de partenariat avec l'ensemble des acteurs économiques comme de la société civile et, cela va sans dire, avec le réseau des 12 CCI. Son rôle est dès lors de mettre à leur disposition les moyens leur permettant d'optimiser leur propre dynamique de croissance. Ces moyens sont certes budgétaires (118 millions € pour le soutien au *Mittelstand* en 2004), et ils se cumulent avec les prêts consentis par la L-Bank au titre du soutien à la création ou la succession d'entreprises (1,5 milliard €). Ils concernent aussi l'aménagement du territoire, comme la construction d'un nouveau site pour la foire de Stuttgart, qui ouvrira ses portes en 2007, ou le développement des infrastructures de transport (conjointement avec le Bund, compétent pour les grands axes nationaux), vital pour la compétitivité d'une économie aussi ouverte. Le Land coopère avec la Suisse et l'Autriche pour le développement du réseau de la région du Lac de Constance, et attend avec impatience l'achèvement de la liaison TGV Paris-Stuttgart *via* Karlsruhe (et une hausse afférente de la contribution fédérale à son financement). Mais les véritables moyens de cette politique au long cours sont autres.

**L'INNOVATION « NAIT DANS UN PROCESSUS** où l'économie, la science, la formation et la société agissent en réseau, et **dont le centre est l'individu** en tant que porteur des savoirs ». Voici comment le ministère de l'Economie du Land décrit sa nouvelle politique de compétitivité globale dans la société du savoir. Cela passe par le soutien ciblé à certains clusters. Mais il ne faut pas se méprendre sur la nature de ce soutien. « La promotion de clusters n'a rien à voir avec une politique de soutien sectoriel ; il ne s'agit pas de politique industrielle sous un autre nom » (van der Linde, 2005). Il s'agit d'une approche globale dont on trouve le reflet dans les quatre thématiques développées lors du dernier congrès des CCI du Land (24-11-05) : mobilité et infrastructures, formation/qualification, démographie, innovation/technologies. L'industrie du Bade-Wurtemberg n'a plus à faire la preuve de sa compétitivité. Mais les services doivent désormais prendre le relais. Quelle meilleure occasion pour en diffuser la prise de conscience que le Mondial de football dont plusieurs matches auront lieu dans le Land ? Diverses institutions, dont les CCI, ont lancé à l'automne un « concours du champion du monde des services Mondial 2006 » s'adressant à toutes les entreprises et associations. Mais l'enjeu crucial pour l'avenir du site est le développement de l'exportation des services, souvent en accompagnement de la vente de produits industriels : prestations techniques, d'ingénierie, mais aussi de santé ou de loisirs. Le Land et le réseau des CCI ont donc lancé en septembre 2005 une « Initiative pour l'exportation de services », afin de permettre aux entreprises du secteur de mieux croître à l'international et de consolider ainsi en retour l'emploi régional.

Ce nouvel axe s'insère dans une politique de compétitivité globale où le gouvernement du Land se contente généralement d'agir sur le cadre réservé aux activités et de jouer un rôle d'animateur au sein d'un ensemble de réseaux et partenariats qui se sont développés en grande partie spontanément au fil des décennies, mûs par les impératifs de compétitivité des entreprises. Voilà le

véritable facteur structurel qui confère au Bade-Wurtemberg cette intelligence économique sur laquelle il a construit sa compétitivité et compte bien la développer à l'avenir. Il s'agit là d'une culture, bien plus que de dispositifs institutionnels ou de moyens financiers (abondants et généreux au demeurant). Or cette culture, qui implique un benchmarking permanent, permet aussi de déceler les handicaps larvés et donc de développer à un stade précoce les outils permettant d'y remédier. C'est ainsi que la promotion du knowledge management fait partie des axes déclarés de la politique du Land, dans l'objectif d'une large diffusion, a fortiori dans le tissu des PME, des compétences-clefs de l'économie du savoir.

## « L'Allemagne : vraie réussite et faux modèle », par Frédéric Lemaître

Le Monde Geo Et Politique, 11.12.11

La petite Giulia Sarkozy l'apprendra bien assez tôt. Les cadeaux sont rarement dénués d'arrière-pensée. Surtout entre responsables politiques. L'ours en peluche qu'Angela Merkel a offert à Nicolas Sarkozy le 26 octobre ne déroge pas à la règle. A la différence de ces petits gâteaux chinois qu'il faut croquer pour découvrir le message qu'ils contiennent, celui qu'a voulu délivrer Angela Merkel figurait sur l'emballage.

Six lettres - Steiff - qui, à elles seules, résument le miracle allemand. "Une très belle marque", se désole-t-on à la Fédération française du jouet. Une marque créée il y a plus de cent vingt-cinq ans, désormais présente dans cinquante pays et qui fait notamment un malheur aux Etats-Unis avec son célèbre Teddy, dont le nom a été inspiré par le président Roosevelt. Une société qui, après avoir délocalisé sa production en Chine, l'a rapatriée il y a quelques années en Allemagne.

Les délais de livraison et la qualité de la production étaient incompatibles avec les standards maison du made in Germany. Une entreprise familiale centenaire tournée vers le marché mondial mais capable de gagner de l'argent en réinstallant sa production en Allemagne : quelle meilleure illustration de la réussite allemande actuelle ?

### "L'AGENDA 2010" DE SCHRÖDER : UNE RECETTE MIRACLE ?

Cette réussite, qui agace tant les Français, se prête en réalité à une double grille de lecture. Fondée sur le coût du travail, la première grille pourrait être qualifiée de libérale. Reposant sur la tradition industrielle et la qualité de la main d'œuvre (le fameux modèle rhénan), la seconde est davantage d'inspiration sociale-démocrate. L'ironie de l'histoire est que la première a été mise en place voilà bientôt dix ans par un gouvernement de gauche, alors que la seconde s'est épanouie après la guerre, essentiellement sous des gouvernements conservateurs.

Décembre 2002. L'hebdomadaire britannique The Economist consacre un dossier à l'Allemagne. Son titre : "Le géant incertain". Son constat : "L'économie est tirée vers le bas par une des mains d'œuvre les plus chères, les moins flexibles et les plus protégées au monde." Trois mois après des élections qui ont reconduit au pouvoir la coalition SPD-Verts dirigée par Gerhard Schröder, l'hebdomadaire note que, durant la campagne, aucun parti n'a promis de vigoureuses réformes et que le gouvernement "avance comme un somnambule vers la récession". Toutefois, le journal s'interroge : "Maintenant que le chancelier est à nouveau en selle pour quatre ans, va-t-il être davantage favorable aux réformes ?"

La réponse viendra le 14 mars 2003. Plus de 4 millions de personnes (soit 9 % de la population active) sont alors au chômage. Dans un discours au Bundestag resté célèbre, le chancelier Schröder annonce l'"Agenda 2010" et promet du sang et des larmes à ses compatriotes. "Nous réduirons les prestations distribuées par l'Etat, nous favoriserons la responsabilité des individus et nous devons exiger davantage de chacun." C'est selon lui le seul moyen pour qu'en 2010 l'Allemagne "revienne en tête du développement économique et social en Europe".

L'âge de la retraite est repoussé, l'indemnisation du chômage réduite et chamboulée, les remboursements des dépenses de santé plus sélectifs, les cotisations sociales diminuées, la TVA augmentée... Aucun Allemand n'échappe à la réforme.

La potion est souvent amère, même si certaines modifications, comme le recul à 67 ans de l'âge de la retraite, sont très étalées dans le temps. Inspirées notamment par le New Labour de Tony Blair mais

regardées avec suspicion par les socialistes français, ces réformes sont poursuivies par Angela Merkel en 2005. Parallèlement, les finances publiques sont assainies – en 2006 et 2007, les budgets sont équilibrés – ce qui permet au gouvernement de se montrer à nouveau dépensier et de soutenir massivement l'activité durant la crise de 2008-2009.

Résultat : contrairement à toutes les prévisions, la croissance affichée en 2010 est spectaculaire (+ 3,6 %) et celle de 2011 pourrait avoisiner les 3 %. Si 2009 a été marquée par une profonde récession (- 4,7 % de croissance), les employeurs et les syndicats, aidés par l'Etat, se sont mis d'accord pour privilégier le travail à temps partiel plutôt que les licenciements. Dès lors, le chômage est resté étonnamment stable, permettant aux entreprises de repartir très rapidement en 2010.

#### LE REVERS DE LA MÉDAILLE GERMANIQUE

Gauche et droite tentent de s'approprier ce succès. "Sous Gerhard Schröder, il y avait 5 millions de chômeurs. Nous en sommes à moins de 3 millions. Nous sommes plus forts qu'avant la crise", répète à l'envi la chancelière. "Le gouvernement actuel n'a pas fait grand-chose, répliquait, en 2010, l'ancien chancelier social-démocrate. Comment se portent les pays qui n'ont pas fait les réformes entreprises en 2003 - la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne ? Ils doivent maintenant entreprendre des réformes en partie plus radicales que celles que nous avons menées à l'époque."

De fait, l'Allemagne affiche aujourd'hui un bilan flatteur : le chômage va encore diminuer cette année (malgré une augmentation de la population active), le déficit budgétaire a été ramené sous la barre des 3 % et les exportations continuent de s'envoler. Sur les trois premiers trimestres de l'année, l'excédent commercial approche les 120 milliards d'euros, davantage encore qu'en 2010. De 2005 à 2009, le nombre d'entreprises exportatrices progresse de 219 000 à 239 000. Dans le même temps, en France, il diminue de 100 000 à 91 900.

Mais il y a le revers de la médaille. Durant toute cette période, les salaires sont restés stables, la consommation égale et les inégalités se sont accrues. Partant du principe qu'"un travail mal payé et inconfortable est préférable à une non-activité financée par les transferts sociaux", le pays a multiplié les emplois peu rémunérés. Environ 7,4 millions de salariés occupent un "mini-job" très peu payé. Encore aujourd'hui, l'Agenda 2010 fait l'objet d'intenses débats, tant à gauche qu'à droite. Certains y voient la clé du succès actuel de l'Allemagne, d'autres le début de la fin d'un modèle.

Les deux thèses sont sans doute excessives. A y regarder de plus près, l'Allemagne avait commencé sa mue dès la fin des années 1990, une fois la réunification absorbée. C'est la thèse de Peter Bofinger, un des cinq économistes qui conseillent le gouvernement, qui évoque "les réformes invisibles" de la décennie 1992-2002. "Après le pic de 1996, quand la part des dépenses publiques dans le PIB allemand atteint 54 % et dépasse pour la première et seule fois de son histoire celle de la France, la diminution est spectaculaire. Dès 1998, l'Allemagne tombe à 48 %, puis à 44 % en 2001", relèvent Bernard de Montferrand et Jean-Louis Thiériot, auteurs de France-Allemagne : l'heure de vérité (Tallandier).

Dans une note publiée le 18 novembre par Natixis, l'économiste Patrick Artus juge également que c'est à la fin des années 1990 que les économies de la France et de l'Allemagne ont commencé à diverger.

**"LE MODÈLE ALLEMAND NE DOIT SA RÉUSSITE QU'À LA DIRECTION TOTALEMENT OPPOSÉE DES AUTRES PAYS"**

Mais l'exemple de Steiff le montre, ces chiffres ne disent pas tout. D'abord parce que le "modèle allemand", c'est aussi des grandes entreprises, tel Siemens, qui offrent une garantie d'emploi à leurs salariés sur plusieurs années. Surtout parce que les succès à l'exportation ne dépendent pas que du coût du travail. Loin de là. Auteur d'un volumineux rapport sur "Une prospective franco-allemande", l'ancien sénateur français Bernard Angels (PS) le constate : "On est tenté d'attribuer les différences importantes et le rythme d'expansion des exportations des deux pays à destination de la zone euro, et plus largement de l'OCDE, à l'avantage de l'Allemagne à l'influence de la composante qualitative de la compétitivité des produits allemands."

Une histoire presque aussi vieille que la révolution industrielle. Le "made in Germany" date de 1867. Quand les industriels britanniques, inquiets de la concurrence que commencent à leur faire les Allemands, parviennent à imposer ce label pour frapper d'indignité les produits supposés bas de gamme. Mais comme le raconte Maiken Umbach dans Mémoires allemandes (Gallimard, 2007), en quelques décennies les progrès de l'industrie allemande furent tels que "vers 1900, des fabricants britanniques falsifiaient l'étiquette de leurs produits pour les vendre mieux sous le label made in Germany".

La mention avait pris une "signification tout à fait nouvelle, diamétralement opposée aux intentions de ses inventeurs : elle devint le label des produits de qualité les plus modernes, la marque du travail de qualité allemand. Et comme l'idée de l'Etat industriel était aussi un projet national, made in Germany eut sa pertinence pour le discours nationaliste : la formule devint l'emblème de la nouvelle Allemagne", écrit cette historienne.

Aujourd'hui, cela reste en grande partie vrai. L'industrie, notamment automobile, est objet de fierté nationale. Même Klaus Ernst, président de Die Linke, le parti de la gauche radicale, est fier de s'exhiber au volant de sa Porsche. Les journaux consacrent des suppléments hebdomadaires aux machines de toutes sortes. Le président de la République participe aux cérémonies marquant les 200 ans de Krupp. Angela Merkel trouve même le temps, en pleine crise de l'euro, d'aller passer trois jours au Vietnam et en Mongolie à la tête d'une délégation de patrons allemands pour vendre le made in Germany à Hanoï et préempter une partie des terres rares dont dispose Oulan-Bator.

L'Agenda 2010 n'est donc que le dernier étage d'une construction dont les premiers éléments ont été assemblés il y a plusieurs décennies. Ce modèle est-il pérenne ? Patrick Artus ne le croit pas. "Puisque la demande des ménages est faible (...) et puisque le poids de l'industrie est élevé, la croissance de l'Allemagne ne peut venir que de ses exportations (...). L'Allemagne a une économie structurellement forte mais fragile de sa dépendance aux autres."

Néanmoins, miser sur les exportations quand la croissance mondiale se déplace vers les pays émergents et qu'on est soi-même dans une situation démographique difficile présente aussi des avantages : une croissance, des excédents commerciaux et des réserves de change supérieurs à ceux de la France.

Mais ce modèle est-il reproductible à d'autres, notamment à la France, premier client de l'Allemagne ? Peter Bofinger est convaincu du contraire. "Si l'on écoute les discours des décideurs politiques allemands, on serait tenté de croire que le bilan du pays est proche de la perfection. Permettez-moi d'émettre quelques doutes. Au cours de la dernière décennie, la demande intérieure n'a pratiquement pas évolué en termes réels, alors que les exportations ont augmenté de plus de 70 %.

"Cette évolution doit-elle réellement former la loi fondamentale pour l'ensemble de la zone euro ? N'est-il pas surprenant (...) que les décideurs politiques restent incapables de comprendre que le

modèle allemand ne doit sa réussite qu'au fait que les autres pays prenaient une direction totalement opposée ? La modération salariale telle que pratiquée en Allemagne ne pouvait porter ses fruits qu'en tant que stratégie isolée. Si tous les autres pays lui avaient emboîté le pas, la zone euro aurait immanquablement fini par affronter une spirale déflationniste", expliquait-il en avril lors d'un colloque de la fondation Notre Europe.

Vouloir s'inspirer de l'Allemagne peut être utile, mais vouloir l'imiter serait irréaliste. Reste donc aux autres pays européens, notamment la France, à résoudre une équation encore plus complexe : comment être compétitif sans être allemand ?

## « France-Allemagne : la fracture ? », par Jacques-Pierre Gougeon

*Le Monde*, 31.10.11

L'accord – ou plutôt le compromis – laborieusement trouvé à l'issue du « double » sommet européen des 23 et 26 octobre, aussi indispensable soit-il, ne saurait dissimuler une réalité : le moteur franco-allemand est cassé et l'un des enjeux de l'élection présidentielle est d'en restaurer le dynamisme et d'en promouvoir la rénovation. La mise en scène systématique par la diplomatie française des rencontres et sommets franco-allemands, de plus en plus convoqués à la hâte, au point d'irriter jusqu'au plus haut niveau nos partenaires d'outre-Rhin, ne suffit plus à cacher un malaise inquiétant et croissant entre les deux pays... Contrairement à ce que l'on essaie de faire croire en France, surtout à la veille de l'échéance de l'élection présidentielle où tout est bon pour tenter de se (re)présidentialiser.

A première vue, la récente discorde a pu apparaître de nature presque « technique » autour du statut et de l'évolution du Fonds européen de stabilité financière (FESF), de l'ampleur de la décote à appliquer dans le procédé de restructuration de la dette grecque ou de la manière de réaliser la recapitalisation des banques. Or, cette tension brutale entre l'Allemagne et la France résulte d'un processus plus profond d'éloignement qui comporte un risque réel de fracture.

C'est un aspect largement occulté en France. Il n'en sous-tend pas moins toute une partie de la réflexion à la fois diplomatique et intellectuelle outre-Rhin, qui commence, notamment par médias interposés, à « infuser » dans l'opinion publique allemande – puisque seulement 18 % des Allemands considèrent aujourd'hui la France comme « partenaire privilégié », alors qu'ils étaient 41 % en 2005.

Ainsi, l'un des historiens allemands les plus en vue, Eckart Conze, a récemment signé un ouvrage sur l'histoire contemporaine de l'Allemagne intitulé « La Recherche de la sécurité » (*Die Suche nach Sicherheit*, éd. Siedler Verlag, 2009) dans lequel on peut lire : « L'accession à la présidence de la République en mai 2007 de Nicolas Sarkozy – dont la politique européenne se caractérise par une nette revendication à dominer les autres, comme l'a illustré la présidence française de l'Union européenne en 2008 – plaide dans le cas de l'Allemagne contre une orientation trop exclusivement franco-allemande en matière de politique européenne. »

Une autre grande plume, Christian Hacke, spécialiste d'histoire diplomatique, déplore dans son étude sur « La politique étrangère de la République fédérale » (*Die Außenpolitik der Bundesrepublik Deutschland*, éd. Ullstein Taschenbuchverlag, 2003) qu'en « Allemagne, l'importance de la relation franco-allemande continue à être surestimée, la France cherchant à travers l'Union européenne à profiter économiquement de l'Allemagne... »

Dans ce processus d'éloignement, deux niveaux doivent être distingués : d'une part, le décalage entre les deux économies, qui débouche curieusement en France à la fois sur une sorte de complexe et sur une envie frénétique d'imiter le « modèle allemand », ce que ne demande d'ailleurs pas l'Allemagne qui, pour sa part, a tendance à s'appuyer sur sa réussite économique pour faire prévaloir ses vues ; et d'autre part, la perception et la présentation de plus en plus manifeste chez nos partenaires allemands d'une France en déclin dont l'obsession serait de « se faire valoir » et de renouer avec une grandeur passée.

La première dimension est la plus souvent évoquée ; elle n'en est pas moins mal connue car reposant sur des erreurs ou des malentendus plus ou moins volontairement entretenus. Les différences entre les performances macroéconomiques des deux pays méritent d'être rappelées.

Sur les cinq dernières années, l'Allemagne enregistre une croissance cumulée de 8,6 %, la France, de 5,6 %, dont un pic de différentiel en 2010, avec des taux de croissance respectifs de 3,6 % et 1,5 %. L'excédent du commerce extérieur allemand a atteint l'année dernière 154 milliards d'euros contre un déficit de 51 milliards en France. Le taux de chômage est passé à 6,6 % en Allemagne, soit trois points de moins qu'en France.

La politique de consolidation des finances publiques engagée par Berlin depuis le milieu des années 2000 porte ses fruits : le déficit public est repassé en 2011 sous la barre des 3 % du PIB en Allemagne, alors qu'il atteint 5,7 % du PIB en France. Même en matière d'endettement, les dernières données disponibles indiquent que l'Allemagne fait mieux que la France, alors qu'elle doit encore supporter les charges de l'unification.

Si personne ne conteste l'écart économique entre l'Allemagne et la France, il existe un débat sur les origines des performances allemandes et de l'écart de compétitivité entre les deux pays. Certains mettent en avant, de manière quasi exclusive, la baisse du coût du travail en Allemagne liée à la modération salariale des dernières années. Or, s'il y a bien eu modération salariale en Allemagne ces dernières années, conduisant à un recul du salaire réel moyen de 4,5 % entre 2000 et 2009, contre une augmentation de 8,6 % en France, la tendance s'inverse : entre 2010 et 2011, le salaire réel moyen déduit de l'inflation a augmenté de 1,9 %. Surtout : l'argument du coût salarial ne vaut pas pour le secteur où l'économie allemande est la plus performante, l'industrie, puisque le coût d'une heure travaillée y atteint 34 euros outre-Rhin contre 33 en France ! Certes, dans le secteur marchand, l'Allemagne a maintenant un léger avantage puisque l'heure travaillée revient à 30 euros contre 32 en France. Il y a une vérité que certains économistes français ont encore du mal à accepter : l'Allemagne a une économie performante avec un coût du travail qui reste élevé.

Ce sur quoi l'on insiste moins en France, à tort, ce sont les avantages structurels sur lesquels s'appuie l'essor de l'économie allemande : tout d'abord, un effort très important en matière d'innovation qui a conduit à ce que l'Allemagne réalise aujourd'hui des dépenses de recherche et développement à hauteur de 2,8 % du PIB contre 2,2 % en France ; ensuite, une stratégie industrielle qui a permis de maintenir, voire de renforcer, au cœur du tissu économique l'industrie, qui représente 25 % du PIB contre 14 % pour la France, notamment du fait des performances de « grosses » petites et moyennes entreprises (PME), qui sont deux fois plus nombreuses en Allemagne qu'en France dans la catégorie des « plus de 500 salariés » ; puis une stabilisation depuis 2000 du niveau de la part dans le commerce mondial équivalant à 8,3 % des exportations mondiales, contre un recul de celui de la France, tombé à 3,4 % ; et enfin, une réforme de l'Etat providence engagée à partir des années 2004-2005 – notamment dans les domaines du marché du travail, de la santé et des retraites –, dont les économistes, même les plus keynésiens, pensent qu'elle est à l'origine d'un tiers de la croissance actuelle.

C'est à partir de là que s'est développé en Allemagne ce que les dirigeants de droite comme de gauche appellent la « culture de la stabilité », notion quasi identitaire qui revient dans le langage sous des appellations diverses comme « union de la stabilité » (souvent opposée à « union de transfert »). C'est au nom de cette « culture de la stabilité » que sont élaborées les positions allemandes en matière de politique européenne auxquelles la France se heurte d'autant plus durement qu'elle est, notamment du fait de ses mauvaises performances économiques, perçue outre-Rhin comme un pays en déclin.

C'est la seconde dimension qu'il convient d'évoquer, moins perceptible de France mais presque plus grave, car plus profonde. Il existe en Allemagne l'image d'une France affaiblie, doutant d'elle-même

et de son statut en Europe et dans le monde, incertitude qu'elle aurait tendance à vouloir compenser par une forme de crispation et de gesticulation. Concernant la France, les thèmes de la « mise en scène » et de la « crispation » sont depuis plusieurs années un des sujets préférés de la presse allemande et des médias en général, souvent mis en relation avec une interrogation sur sa capacité à exercer un leadership auquel plus rien ne la prédestinerait dans une Europe élargie.

Deux exemples illustrent cette perception. Dans son édition du 19 septembre, l'hebdomadaire Der Spiegel décrit la France comme une nation fière ayant « toujours revendiqué le rôle de visionnaire en Europe », mais dorénavant soucieuse de « cacher sa faiblesse » puisqu'elle figure sur « la liste des pays malades et immobiles ». Cette présentation n'est pas isolée, comme l'attestent plusieurs articles sur la France parus à la même période, à l'instar de celui publié par le quotidien Frankfurter Rundschau du 12 août et intitulé « La grande nation toute petite », allusion au contraste entre la volonté de jouer dans la cour des grands et une réalité économique traduisant l'affaiblissement du pays.

La perception d'une France affaiblie en quête d'un nouveau rôle, loin d'être conjoncturelle, est une lame de fond. Ainsi, au sujet des difficultés – voire de l'enlèvement – de l'Union européenne pour la Méditerranée, l'un des grands éditorialistes du Frankfurter Allgemeine Zeitung, Günther Nonnenmacher, observait le 4 février à la une du journal que l'échec était patent, notamment parce que Paris avait voulu s'en servir pour accroître son propre prestige en Europe en en faisant « un contrepoids à l'influence croissante des pays du Nord et de l'Est ».

Ce déséquilibre tant dans la perception de « l'autre » que dans les performances économiques risque de miner la relation franco-allemande. En effet, cette relation, plus que toute autre, requiert un équilibre, tant pour des raisons historiques que pour des raisons propres à l'avenir de l'Union européenne.

## « Quel exemple allemand ? », par Michel Santi

*Romandie News*, 27.02.12

Les statistiques économiques allemandes sont excellentes, le climat de confiance et des affaires publié la semaine dernière étant en amélioration pour le quatrième mois consécutif. L'Allemagne n'est cependant pas dénuée de fragilités et, à cet égard, le rapport économique tout récemment publié par l'OCDE révèle certaines failles. C'est ainsi que, pour incontestable que soit la qualité de son industrie, ce pays pêche par son secteur des services. La valeur ajoutée du marché des services n'y a ainsi contribué que pour 2.2% l'an entre 2000 et 2007 par rapport à une moyenne de 3.1% sur l'ensemble des nations riches de l'OCDE. En outre, la productivité du secteur des affaires n'aura été que de 0.9% l'an en Allemagne entre 2000 et 2008 pour une moyenne de 1.7% dans l'OCDE sachant que l'âge de sa population devrait condamner le P.I.B. allemand à se retrouver en-dessous de 1% en 2020 ! De fait, une des raisons de l'excédent budgétaire allemand provient de l'investissement de ce pays ramené à son P.I.B. qui est au plus bas de tous les pays du G 7.

C'est bien simple : l'Allemagne est déficitaire en matière d'éducation, d'immigration et de services financiers et ce dans un contexte où l'hyper régulation semble étouffer ses services. C'est les professions libérales (médecins, pharmaciens et avocats) qui souffrent le plus d'un cadre très contraignant alors même qu'ils constituent plus de 10% de l'activité économique du pays et emploient plus de 4 millions de personnes. Des pharmacies qui doivent strictement être la propriété de pharmaciens à l'impossibilité pour certains métiers de faire de la publicité en passant par des investissements au sein de secteurs entiers interdits aux fonds de celles et ceux qui ne sont pas issus de la branche... la régulation des services en Allemagne se situe parmi les plus sévères des 27 pays étudiés par l'OCDE. Pourtant, un secteur des services dynamisé encouragerait les innovations tout en contribuant à une amélioration notable de leur qualité. Une diminution de ce carcan réglementaire favoriserait en effet l'émergence de nouvelles initiatives qui doperaient la croissance de la productivité de ce secteur tout en améliorant la consommation et bien-sûr les salaires.

Il est par ailleurs un autre talon d'Achille allemand peu connu – en fait une des faiblesses majeures du système de ce pays – à savoir la faible participation des femmes mariées au marché du travail. L'explication principale de ce phénomène étant à trouver dans la taxation élevée sur les revenus dans ce pays qui prélève effectivement 65% d'impôts (y compris les cotisations à la sécurité sociale) contre une moyenne de 52% au sein des autres nations de l'OCDE. Du reste, cet organisme estime que ce très haut niveau de la taxation allemande tendrait à y décourager l'immigration des salariés et des travailleurs très qualifiés. Confrontée à une sérieuse problématique de population vieillissante, l'Allemagne n'aura – dans un avenir proche – guère d'autre alternative que d'entreprendre des réformes visant à remettre ses femmes au travail.

Toujours est-il qu'à l'heure où son exemple est mondialement mis en avant et où ses industries, ses excédents commerciaux et son indice du chômage suscitent toutes les admirations... l'Allemagne n'est jamais exhortée à entreprendre certaines réformes pourtant fondamentales.

## « Voyage dans le plus vert des Länder allemands », Karl De Meyer

Les Echos n° 20931 du 12 Mai 2011 • page 10

Winfried Kretschmann devient aujourd'hui ministre-président du Bade-Wurtemberg, bastion conservateur pendant six décennies. Un vrai test de crédibilité pour les Verts, à deux ans des législatives.

« *Non, rien de rien, non, je ne regrette rien* » : c'est avec des reprises d'Edith Piaf que la chanteuse Heike Ludwig anime, en ce 2 mai, la 73<sup>e</sup> manifestation du lundi contre le projet d'enfouissement de la gare ferroviaire de Stuttgart, dit Stuttgart 21. Elle se décrit comme une « *opposante farouche* », regrette de « *n'avoir pas le temps de (s')impliquer plus* ». Devant le massif bâtiment en pierre de taille de la gare, érigé il y a près de cent ans, démarre à 18 h 30 un cortège très mélangé : tous les âges, toutes les classes sociales. La mobilisation, même après plusieurs mois, reste forte. De quoi donner un air de révolution bonhomme à Stuttgart, capitale naguère si tranquille d'un Land, le Bade-Wurtemberg, prospère jusqu'à l'ennui. Et, de fait, le « *Ländle* », comme on le dénomme, vient de rompre avec des paradigmes politiques longtemps jugés inébranlables. Ce bastion conservateur, dirigé depuis cinquante-huit ans par la droite, a basculé le 27 mars à gauche. Qui plus est, les Verts ont devancé les sociaux-démocrates. Pour la première fois de leur histoire, un des leurs, Winfried Kretschmann, va être aujourd'hui élu ministre-président d'un Land. Et pas n'importe lequel ! Le Bade-Wurtemberg affiche un PIB supérieur à celui de la Belgique. Au centre de l'Europe, c'est une région innovante où ont fleuri, au fil des générations, ces fameuses PME technologiques, spécialisées dans des niches de pointe où elles sont souvent leaders mondiaux, qui font l'envie du (proche) voisin français. L'atelier de l'Allemagne en quelque sorte.

Les raisons du séisme politique sont connues : mécontentement contre le gouvernement fédéral d'Angela Merkel, effondrement du Parti libéral, faiblesses du candidat sortant CDU. Mais, plus encore, Stuttgart 21, chantier décrié pour son coût et ses conséquences environnementales. Et, surtout : Fukushima, qui a très certainement permis aux Verts de devancer le SPD. Plus incertaines sont les visées du nouveau gouvernement « vert-rouge ». Les entreprises de la région doivent-elles se préparer à une offensive de dirigisme environnemental ? Redouter de nouvelles réglementations drastiques ? Une administration vétilleuse ?

### Polémique naissante

C'est sur ces craintes qu'a visiblement joué le Land de Saxe (Est) qui, quelques jours après le scrutin, s'est offert une campagne dans plusieurs quotidiens du Bade-Wurtemberg pour proposer l'asile aux entrepreneurs effrayés. Kretschmann a ensuite donné une interview à la « *Bild Zeitung* » qui a nourri les soupçons. Il y explique que « *moins de voitures, c'est mieux que plus. Nous devons à l'avenir vendre des concepts de mobilité et pas seulement des véhicules* ». Une vraie provocation, quand on sait que le Bade-Wurtemberg est le pays de l'automobile, avec un quart des emplois du secteur auto allemand, le siège de Porsche et celui de Daimler, dont la célèbre étoile Mercedes tourne fièrement au sommet de la tour de la gare de Stuttgart. Presque immédiatement, le patron du Land voisin de Hesse a, à son tour, invité les constructeurs et les sous-traitants auto à se réfugier sur ses terres. Les Verts ont bien tenté, ensuite, de désamorcer la polémique, mais les déclarations de Winfried Kretschmann ont instillé le doute, chez certains, quant à sa future politique.

Depuis les hauteurs verdoyantes de Stuttgart, Brun-Hagen Hennerkes, patron de la puissante fondation des entreprises familiales, critique de nombreux chapitres du contrat de coalition entre les Verts et le SPD. Il s'inquiète notamment de la politique des transports : « *Nous craignons que les infrastructures, si importantes pour notre Land, ne soient pas suffisamment soutenues.* » Ou de la

politique d'éducation. Le nouveau gouvernement veut allonger le tronc commun. *« Ce qui veut dire que nos jeunes talents devraient rester jusqu'à leurs 16 ans dans la même classe que des élèves qui maîtrisent à peine l'allemand. Je me demande bien comment on va perpétuer le fameux esprit d'invention du pays de Schiller, Hegel, Benz et Daimler. »*

Un périple à travers le « Ländle » montre toutefois que les entrepreneurs ne voient pas en Winfried Kretschmann un « *écologiste au couteau entre les dents* ». A l'ombre de la flèche du Münster d'Ulm (la plus haute du monde), Peter Kulitz, président des chambres de commerce du Land, se montre confiant. En ce 4 mai, il vient de rencontrer le futur ministre-président. *« Il reconnaît les principes de l'économie de marché, la nécessité de prendre en considération la demande. Et, de notre côté, nous soutenons son objectif de faire marcher la main dans la main l'économie et l'écologie. Sur la méthode, nous pouvons avoir des désaccords partiels, naturellement. Mais nous apportons à ce nouveau gouvernement une loyauté critique. »* Craint-il des délocalisations vers la Bavière, de l'autre côté du Danube ? Haussement d'épaules.

A quelques kilomètres de là, dans une zone industrielle tirée au cordeau, Werner Utz affiche la même décontraction. A la tête d'Uzin Utz, une entreprise spécialisée dans les revêtements de sol, qui va fêter cette année son centenaire, il dit se « *faire en ce moment plus de souci au sujet de l'augmentation des prix des matières premières que du gouvernement* ». Après tout, *« depuis trente ans, je peux vous dire que j'ai dû m'adapter à de nombreuses évolutions, des chances, des risques. Et les Verts peuvent aussi nous donner des avantages concurrentiels en nous poussant à développer des produits encore plus respectueux de l'environnement »*.

### **Patates chaudes**

Cette capacité d'adaptation des entrepreneurs locaux, on la trouve aussi chez les époux Bär, qui ont lancé leur entreprise de chaussures de confort en 1982. Installés dans la petite ville de Bietigheim-Bissingen, au nord de Stuttgart, ils n'ont pas été surpris, mais pas enthousiasmés non plus, par la victoire des Verts. Jusqu'au jour où ils remarquent que le futur patron du Land porte une paire de leurs chaussures. Une vraie consolation. Et une idée surgit : en tirer une campagne de publicité. Une agence leur concocte deux slogans qui jouent sur les mots, le Bade-Wurtemberg devenant « *Bade-WurtemBÄrg* ». La réclame doit être publiée aujourd'hui. Les Bär comptent sur les sociaux-démocrates pour modérer d'éventuels projets des Verts dangereux pour les entreprises : *« Le SPD ne peut pas se permettre de mettre en péril la prospérité. »*

Si Winfried Kretschmann, ancien professeur de physique-chimie, marié, père de trois enfants, volontiers conservateur sur le terrain des valeurs, ne fait pas figure d'épouvantail, cela ne signifie pas que la tâche lui sera facile. Il va devoir rapidement traiter le dossier explosif de Stuttgart 21. La gare terminus a incontestablement besoin d'une modernisation. Elle est desservie par seulement cinq voies vétustes, sur lesquelles les trains arrivent et repartent à un rythme de tortillard. Le projet d'enfouissement permettrait d'avoir un terminal passant, de réduire le temps de trajet jusqu'à Ulm et jusqu'à l'aéroport, de récupérer des terrains en surface d'autant plus précieux que la ville est à l'étroit dans sa cuvette. Mais voilà, le chantier, complexe, occasionnerait à n'en pas douter bruits, poussières et désagréments à foison et exigerait le sacrifice temporaire du parc adjacent. Les opposants ont développé un projet alternatif sans enfouissement qui permettrait, selon eux, d'augmenter sensiblement le nombre de liaisons. Le contrat de coalition prévoit un référendum local à l'automne. Mais, dans les milieux économiques, on s'attend à ce que Winfried Kretschmann arrête tout avant d'en arriver à un référendum politiquement dangereux. Comment ? En procédant à une nouvelle évaluation des coûts, aux conclusions rédhibitoires.

Autre patate chaude : la gouvernance au sein du groupe énergétique EnBW – l'ancienne filiale d'EDF – dont le Land détient 46,5 % et veut verdir la stratégie, jusqu'ici tournée vers le nucléaire. Le nouveau gouvernement a déjà placé une ancienne chef des Verts – au niveau fédéral – au conseil de surveillance. Un choix qu'approuve Peer-Michael Dick, directeur de l'association patronale de la métallurgie, Südwestmetall, dont les membres sont forts consommateurs d'électricité : « *Nous saluons la nomination d'une personne qui a de l'expérience professionnelle dans le secteur.* » Mais quelle influence le Land actionnaire voudra et pourra-t-il exercer ? Quel sera le rapport de force avec les régies communales, qui détiennent autant d'actions ? En matière de finances publiques, le superministre de l'Economie, le SPD Nils Schmid, saura-t-il, comme promis, tenir le cap de la consolidation ? Malgré les investissements prévus dans l'éolien ou la suppression annoncée des frais d'université ?

Kretschmann joue gros. Kerstin Andreae, dans son bureau de députée Verts de Fribourg au Bundestag, souligne que « *la victoire à Stuttgart a soulevé de très fortes attentes chez les citoyens, en termes de style politique, de participation démocratique. Nous devons maintenant montrer que nous sommes capables de gouverner* ». Le danger, c'est le syndrome du Parti libéral, qui a lui aussi connu un grand succès électoral en 2009, avant de s'effondrer dans les sondages, en à peine quelques mois. Sachant que la prochaine bataille se profile déjà : le co-chef du groupe parlementaire des Verts, Renate Künast, cherche à ravir le Land de Berlin, en septembre, au SPD Klaus Wowereit. Derrière ces enjeux régionaux se jouent aussi, en partie, les législatives de 2013, alors qu'on dit Angela Merkel de plus en plus ouverte à une alliance avec les Grünen. A cet égard, le Bade-Wurtemberg fait donc office de laboratoire politique. Mais, comme le note Andrea Römmele, professeur à la Hertie School of Governance de Berlin, et originaire du « Ländle », « *je pense que les habitants du Bade-Wurtemberg, qui se perçoivent comme profondément innovateurs, aiment cette idée de mener une expérience* ».

## « Daimler : 2012 sera "une année de transition" », par Jean-Philippe Lacour

*Les Echos*, 09.02.12

Après une année 2011 historique, le constructeur automobile allemand compte sur une offensive commerciale pour reprendre cette année du terrain sur ses concurrents, plus rentables que lui.

En 2011, Daimler avait dignement célébré le 125ème anniversaire de sa création en s'offrant un résultat record. Mais 2012 sera « une année de transition » pour le groupe automobile allemand a prévenu ce jeudi, son patron Dieter Zetsche. Si le chiffre d'affaires (en hausse de 9%, à 106,5 milliards d'euros l'an dernier) doit encore progresser cette année, le résultat d'exploitation, en revanche, devrait rester égal par rapport aux 8,8 milliards atteints en 2011, a-t-il averti.

En clair, le fabricant des Mercedes devrait voir sa marge opérationnelle à nouveau fléchir, alors qu'il avait réussi à l'améliorer de 0,3 point, à 9% sur l'exercice précédent. De quoi décevoir les investisseurs ? « Ces prévisions manquent de relief. Parler d'une année de transition n'est pas très stimulant. Cela ne me convainc guère », a réagi ce jeudi Jürgen Pieper, analyste chez Metzler.

Ce n'est en effet qu'à partir de 2013 que le constructeur de Stuttgart compte atteindre l'objectif d'une marge opérationnelle de 10% qu'il s'est fixé pour sa branche automobile et de 8% pour sa branche camions (contre respectivement 9% et 6,5% en 2011). En attendant, les concurrents du secteur premium ont déjà commencé à creuser l'écart. Sur les neuf premiers mois de 2011, la marge d'Audi s'établit à 12,2% et celle de BMW à 12,8%. « Nous sommes dans un creux de cycle produits, quand nos concurrents sont à un stade plus élevé de leur cycle produits. Ce ne sont pas des excuses. Nos objectifs sont plus ambitieux à terme que ceux de nos concurrents (entre 8 et 10%, Ndlr) même si nous savons que cela ne va pas nous tomber du ciel », a justifié Dieter Zetsche.

### **Une dizaine de nouveaux modèles**

Pour redonner l'envie aux clients d'acheter des véhicules de la marque à l'étoile, Daimler prévoit de lancer une dizaine de nouveaux modèles cette année. Parmi eux, la nouvelle Classe B dont la production démarrera en mars à Kecskemét en Hongrie, une usine flambant neuve à partir de laquelle seront approvisionnés les marchés mondiaux. Cela, selon Daimler, sans nuire aux sites allemands, notamment celui de Rastatt qui assemble la Classe B.

La coopération avec Renault-Nissan, déjà fructueuse dans les moteurs et sur le point de livrer sur le marché un petit utilitaire urbain, pourrait-elle s'élargir au segment du haut de gamme ? Interrogé sur le sujet, Dieter Zetsche n'a rien exclu : « nous sommes prêts à étudier ensemble cette question en étant très ouverts sur le résultat qui peut en découler ».

D'ici là, les salariés allemands de Daimler ne devraient pas manquer de faire des jaloux : dans le cadre de la convention collective signée par le constructeur de Stuttgart 125.000 d'entre eux vont recevoir une prime de 4.100 euros au titre de l'année 2011. Du jamais vu dans le groupe !

Les actionnaires ne seront pas en reste : sur la base d'un bénéfice consolidé de 6 milliards d'euros, il leur sera proposé un dividende de 2,20 euros par action, en hausse de 19%. A la Bourse de Francfort, l'action, en progrès de 4,62%, figurait ce jeudi en tête du Dax.

**« Le fossé se creuse entre la France et l'Allemagne », par Emmanuel Grasland**  
*Les Echos*, 06.12.11

### **La sortie du nucléaire de l'Allemagne va accentuer des divergences déjà profondes.**

C'est un sujet sur lequel Français et Allemands ne se comprennent pas. Voire sur lequel ils risquent de plus en plus d'entrer en conflit dans les années à venir. Car si la courtoisie reste de mise, les relations entre Paris et Berlin tournent au dialogue de sourds dans le domaine de l'énergie.

Imperturbable, l'Allemagne défend la logique de sa décision de sortir du nucléaire. Outre-Rhin, « le nucléaire a toujours été appréhendé comme une technologie passerelle », soulignait récemment Henning Wins, du groupe chrétien-démocrate (CDU-CSU) au Bundestag lors d'un colloque de l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Pour les Allemands, la catastrophe de Fukushima n'a fait qu'accélérer une période de transition qu'Angela Merkel avait un temps décidé d'allonger. Après tout, le pays avait déjà décidé de sortir de l'atome en 2000 à l'époque du chancelier Gerhard Schröder. « Si on regarde l'environnement général, force est de constater que la décision allemande s'inscrit dans une tendance de fond en Europe », ajoute Michael Kuxenko, du groupe de travail économie CDU-CSU au Bundestag.

Les Français ont une autre analyse. A Paris, on se souvient qu'Angela Merkel est revenue sur une politique engagée six mois plus tôt, à peine vingt-quatre heures après le tsunami à l'origine de la catastrophe de Fukushima et juste avant une élection clef dans le Bade-Wurtemberg. De quoi conforter la thèse d'un virage stratégique pris sur la base d'un simple calcul électoral. « Cette décision a été un calcul politique de court terme, reconnaît un expert français, mais elle s'appuie tout de même sur une politique de développement des énergies renouvelables qui a été engagée voilà vingt ans. » L'Allemagne a cherché à développer l'éolien dès les années 1990, avant de se lancer dans le solaire au début des années 2000. En France, l'essor des énergies renouvelables n'a pas débuté avant 2006 pour le solaire et 2004-2005 pour l'éolien.

### **Interdépendance**

Cette longueur d'avance allemande résulte de l'énorme différence de perception du nucléaire dans les deux pays. Cette différence tient à l'histoire. Durant la guerre froide, le nucléaire militaire a été synonyme de puissance et d'indépendance politique pour les Français alors que les Allemands y voyaient surtout la possibilité pour le pays de devenir le champ de bataille d'un conflit entre Russes et Américains. Après Tchernobyl, le nucléaire civil a lui-même été perçu comme dangereux par la majorité des Allemands tandis que les Français continuaient d'y voir le moyen d'assurer leur indépendance énergétique.

Aujourd'hui, la décision de l'Allemagne de sortir de l'atome ne fait que cristalliser ces différences. A ceci près qu'elle intervient dans un environnement marqué par une interdépendance croissante entre les Etats européens. Pourtant « la dimension européenne de notre choix de sortir du nucléaire n'a jamais été abordée au Parlement allemand », souligne Henning Wins. Pour acheminer l'électricité produite par les éoliennes de la mer du Nord vers les usines du Sud, l'Allemagne devra en partie utiliser les réseaux électriques de la France, de la Belgique de la Pologne ou de la République tchèque.

L'Allemagne devra également compenser l'absence de capacités nucléaires. Un défi appréhendé de manière assez différente de part et d'autre du Rhin. La sortie de l'atome a entraîné l'arrêt immédiat de 8.400 mégawatts (MW). « D'ici à deux ou trois ans, le fossé sera comblé, affirme Michael Kuxenko. Le pays dispose de 13.000 MW de projets de centrales thermiques en soute. » A moyen terme, le pays s'estime capable de faire son travail pour assurer la production d'électricité de l'Europe.

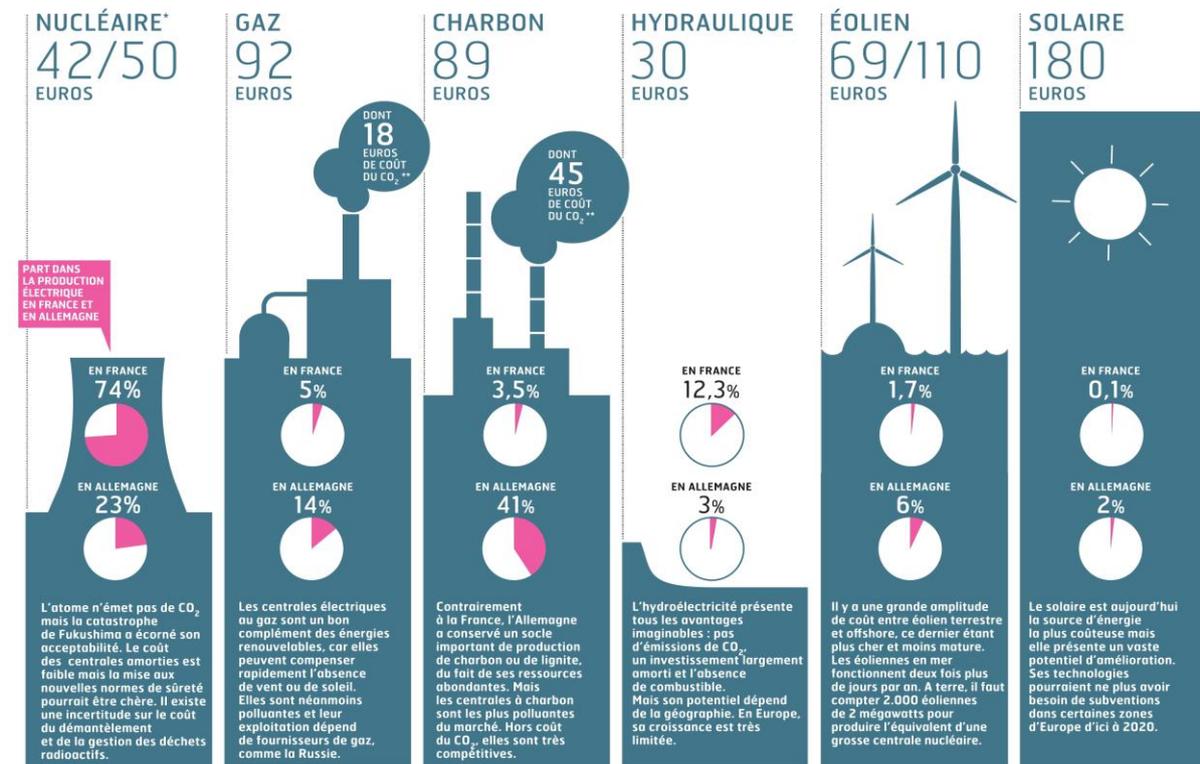
## Réduction du gaz à effet de serre

En France, on s'interroge au contraire sur l'impact de cette décision sur la sécurité d'approvisionnement. « La sortie du nucléaire de l'Allemagne va favoriser les achats de gaz russe », estime Maïté Jauréguy-Naudin, directrice du centre énergie, à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Or, selon Capgemini, la Russie représentera déjà la moitié des importations de l'Union européenne à l'horizon 2030.

Même constat de divergence sur les émissions de gaz à effet de serre. « On n'a pas démontré que le développement des énergies renouvelables permettait de réduire les gaz à effet de serre. L'Espagne a renoncé au nucléaire après Tchernobyl. Cela a entraîné un fort développement du gaz et les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de moitié depuis », souligne Maïté Jauréguy-Naudin. « Une fois de plus, l'Allemagne fait figure de mystère pour ses voisins », conclut Michael Rühle, chargé de la sécurité énergétique à l'Otan.

## LE COÛT DES PRINCIPALES TECHNOLOGIES

COÛT DE PRODUCTION, EN EUROS PAR MÉGAWATTHEURE (2010)



\* LES ÉCHOS // SOURCES : UFE/ DGEMP, RTE, BMWI \* NUCLÉAIRE EXISTANT \*\* HYPOTHÈSE UFE : CO<sub>2</sub> À 50 EUROS / TONNE

**« Nucléaire : le dialogue de sourds franco-allemand », par Thibaut Madelin**

*Les Echos*, 26.10.11

La crise actuelle le montre : Français et Allemands sont capables de surmonter leurs différences lorsque la situation l'exige. Il n'en va pas de même sur un thème devenu central pour l'Allemagne : la sortie du nucléaire. Un sujet qui est même devenu tabou entre les deux pays. « Ce n'est pas compliqué, résume un expert tricolore des questions énergétiques franco-allemandes. Les Français ne comprennent pas les Allemands et les Allemands ne comprennent pas les Français. » Avant d'ajouter : « Mais les Allemands sont fous ! » Tout est dit. Klaus Töpfer, l'ancien ministre allemand de l'Environnement, a pu en faire l'expérience le 13 octobre, lorsqu'il est venu à Paris expliquer aux représentants du secteur français de l'énergie la nouvelle politique allemande. Il ne s'attendait pas à être accueilli avec des fleurs, mais s'est retrouvé face à un mur... malgré les efforts de courtoisie de Bernard Bigot, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique.

Si la décision d'Angela Merkel de sortir du nucléaire a choqué les Français, c'est d'abord lié aux conditions dans lesquelles elle a été prise. A peine vingt-quatre heures après le tremblement de terre et le tsunami à l'origine de la catastrophe nucléaire de Fukushima, la chancelière allemande avait fait son choix : revenant en partie sur une politique engagée six mois plus tôt, l'Allemagne allait devoir quitter l'atome d'ici à 2022. A quelques jours d'une élection clef dans le Bade-Wurtemberg, donnée perdue pour l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel, l'espoir de chiper des voix écologistes a certainement frôlé l'esprit de la chancelière. De quoi conforter la thèse, très répandue en France, selon laquelle le tournant énergétique prôné par l'Allemagne était avant tout un calcul politique.

Mais ce calcul n'explique pas tout. Il y a une vraie différence entre la France et l'Allemagne. La première génère 78 % de son électricité à l'aide du nucléaire, contre 22 % pour l'Allemagne. Pour cette dernière, il est donc plus facile de s'en passer. Mais surtout, aussi abrupte soit elle, cette décision trouve ses origines dans la catastrophe de Tchernobyl, en 1986, qui n'a pas produit les mêmes effets des deux côtés du Rhin. En Allemagne, la confiance dans l'atome est alors définitivement rompue. Rien de tel ici, même si l'accident soviétique fait naître en France un embryon de résistance au nucléaire. D'où le constat de Valéry Giscard d'Estaing, qui a développé le programme nucléaire français : « En Allemagne, le mot nucléaire est synonyme de méfiance. » Et l'ancien président de rappeler l'origine militaire et profonde de l'atome en France, trop souvent sous-estimée. « Pour nous, le mot nucléaire représente une protection. Nous avons développé le nucléaire pour nous protéger. »

Après la catastrophe de Tchernobyl, le chancelier Helmut Kohl avait affirmé qu'il n'y avait « pas d'alternative au nucléaire » mais, face à une opinion publique bouleversée, son gouvernement avait massivement investi dans la R & D en matière d'énergies renouvelables. « Le but était double, se souvient Klaus Töpfer, dont le ministère a justement été créé à cette occasion. Maîtriser la technique et tenter d'obtenir, à terme, des économies d'échelle ». Résultat, en 2001, lorsque le gouvernement des sociaux-démocrates (SPD) et des Verts s'engage vers la sortie de l'atome à l'horizon 2020, le pays maîtrise déjà des technologies comme l'éolien ou le solaire. Et aujourd'hui, les grands groupes comme Siemens ou Bosch, mais aussi les PME du Mittelstand, sont les premiers à profiter de leurs exportations vertes. Leur succès à l'international fait même pâlir d'envie les entreprises françaises centrées sur un nucléaire plus difficile à vendre en pleine crise financière et après Fukushima.

Fallait-il pour autant agir dans la précipitation au lendemain de la catastrophe japonaise ? En fermant immédiatement ses sept plus vieux réacteurs, comme s'ils étaient devenus plus dangereux du jour au lendemain, l'Allemagne a donné des arguments à ceux qui la qualifient d'hystérique. Pour un pilier d'EDF, le pays a cédé au néoromantisme des écologistes radicaux, décrié par Pascal Bruckner dans son dernier ouvrage, « Le Fanatisme de l'Apocalypse ». Pour le philosophe, l'écologie culpabilise

l'Homme en faisant régner une angoisse de fin du monde, qui l'empêche d'agir, voire remet en cause sa foi dans le progrès. Son analyse va dans le sens des pronucléaires français. « L'écologie est un mode de pensée totalitaire, s'énerve l'un d'eux. Nous, c'est l'art de vivre. » Ce discours de jouissance déconcerte les Allemands, préoccupés par la question des déchets et le risque d'accident. Pour autant, les Français refusent de se faire taxer d'irresponsables et rappellent que les centrales à charbon, très émettrices de gaz à effet de serre, contrairement au nucléaire, génèrent encore 43 % de l'électricité allemande.

A l'heure où l'acceptabilité sociale du nucléaire en France est sérieusement écornée par la catastrophe de Fukushima, les décideurs économiques et politiques français semblent surtout inquiets de voir la décision allemande faire des émules, en France comme ailleurs. Le nucléaire sera en effet un enjeu de la campagne présidentielle, le candidat socialiste François Hollande ayant proposé une réduction à 50 % de sa part dans la production électrique. On peut comprendre l'inquiétude d'EDF ou Areva. Mais si la France n'a pas les moyens économiques de l'Allemagne pour assumer un tel tournant énergétique, elle aurait tort de mépriser le choix de son allié historique. Les deux pays peuvent se compléter, comme le montre le boom des exportations d'électricité française vers l'Allemagne. La France peut profiter des avancées technologiques allemandes en matière de renouvelable et l'Allemagne, qui n'a pas tourné le dos à la recherche, peut encore bénéficier de l'expérience nucléaire française.



Baden-Württemberg

WIRTSCHAFTSMINISTERIUM

Wirtschaftsministerium  
Baden-Württemberg  
Theodor-Heuss-Straße 4  
70174 Stuttgart  
Telefon 0711/123-0 Zentrale  
Telefax 0711/123-2460  
poststelle@wm.bwl.de

[www.wm.baden-wuerttemberg.de](http://www.wm.baden-wuerttemberg.de)

en coopération avec le

Statistisches Landesamt  
Baden-Württemberg  
Böblinger Straße 68  
70199 Stuttgart  
Telefon 0711/641-0 Zentrale  
Telefax 0711/641-2440  
poststelle@stala.bwl.de

[www.statistik-bw.de](http://www.statistik-bw.de)

© Statistisches Landesamt Baden-Württemberg, Stuttgart, 2008  
La multiplication et la diffusion, aussi par extraits, avec  
une indication de source permettent.



Baden-Württemberg

STATISTISCHES LANDESAMT



Baden-Württemberg

WIRTSCHAFTSMINISTERIUM

# Faits et Chiffres Baden-Württemberg 2008





Depuis la création en Europe du Marché Unique, la situation du Baden-Württemberg est encore plus centrale qu' avant. De partout en Europe, il faut très peu de temps pour se rendre dans Baden-Württemberg, le troisième land allemand par la superficie.

Le land dispose d' une excellente infrastructure qui permet de voyager vite et confortablement et qui garantit la rapidité et l' efficacité à la circulation des marchandises par voie terrestre, fluviale ou aérienne.

La créativité, l' innovation, la recherche et le développement décrivent le land. Il va pratiquement de ce ici d'attacher une importance particulière aux technologies de ce point. Le rôle de leader économique joué par Baden-Württemberg autant que land exportateur et emplacement industriel s' explique mieux dans ce contexte.

Ses grandes exigences de qualité font de cette région un marché-test idéal de l' Allemagne et un emplacement exceptionnel pour commercer avec succès sur les marchés du monde entier.

Aimeriez-vous de plus amples informations? Vous trouverez les adresses ainsi que les numéros de téléphone à la dernière page.

## Superficie et Population

		1995	2000	2007
Superficie	Unité km <sup>2</sup>	35 753	35 751	35 751
Habitants (en fin d' année)	1 000	10 319	10 524	10 750
– par km <sup>2</sup>	Nbre	289	294	301
Etrangers	1 000	1 348	1 284	1 271
Excédant/déficit (-) de naissances	Nbre	14 726	10 842	- 1 258
Gains/pertes (-) par migration	Nbre	32 572	37 641	12 392

## Personnes actives

Taux d' activité <sup>1)</sup>	%	49,7	49,4	51,9
Indépendants (sans agriculteurs)	1 000	418	437	505
Etrangers	1 000	600	606	649
Répartition des actifs				
Agriculture et sylviculture	%	2,7	2,4	1,8
Industrie productive	%	42,8	40,7	37,7
– Minière et industrie de traitement	%	34,8	33,2	31,1
– Construction	%	7,3	6,9	6,0
Commerce, gastronomie et transport	%	20,2	19,4	20,6
Autres prestations de services	%	34,2	37,5	39,9
– Terrains, location, prestations de service pour les entreprises	%	5,8	8,0	9,2
– Prestations de service publiques ou privées	%	18,0	19,5	21,4

## Performance économique

Produit intérieur brut				
– en prix courants	Mio. EUR	261 064	297 393	352 952
– par habitant	EUR	25 358	28 343	32 840
– croissance économique réelle	%	1,7	3,7	2,8
Répartition de la valeur brute ajoutée (en prix courants)				
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	%	1,1	1,2	0,7
Industrie productive sans construction	%	33,1	33,6	34,8
– Industrie de traitement	%	31,1	32,0	32,9
– Production et distribution d' électricité, de gaz et d' eau	%	1,9	1,4	1,9
Construction	%	5,7	5,1	4,5
Commerce, gastronomie et transport	%	15,4	15,9	15,4
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises	%	26,0	25,5	25,8
Autres prestations de services (Administration publique, services collectifs, etc.)	%	18,8	18,7	18,8

## Marché du travail

Chômeurs	1 000	328,3	281,5	272,5
Chômeurs partiels	1 000	24,9	8,1	7,5
Taux de chômage <sup>2)</sup>	%	7,4	5,4	4,9

1) Pourcent de personnes actives de la population globale. – 2) Appliqué à toutes les personnes actives.

## Enseignement

	Unité	1995	2000	2007
Total élèves	1 000	1 552	1 678	1 702
Ecoles de formation générale <sup>1)</sup>	1 000	1 200	1 292	1 276
– Ecoles primaire et secondaire élémentaire	1 000	668	689	609
– Ecole secondaire, cycle court	1 000	200	230	245
– Lycées	1 000	257	293	340
– Ecole secondaire coopérative/ecoles antroposophiques indépendantes	1 000	23	25	28
Ecoles de formation professionnelle	1 000	355	386	427
Total étudiants	1 000	227	194	232
Etudiants étrangers	1 000	20	26	33
Sciences sociales et économiques, jurisprudence	1 000	64	59	62
Mathématiques, sciences naturelles	1 000	43	37	47
Ingénieurs	1 000	44	35	44

## Formation professionnelle

Total enseignés	1 000	187	206	211
Industrie et commerce	1 000	93	114	123
Artisanat	1 000	61	62	59
Agriculture	1 000	4	4	4
Administration publique	1 000	7	7	7
Professions libérales	1 000	20	19	15
Economie domestique	1 000	1	2	2
Total nouveaux contrats de formation conclus	1 000	69	78	81
Industrie et commerce	1 000	33	43	48
Artisanat	1 000	24	24	23
Agriculture	1 000	2	1	2
Administration publique	1 000	2	2	2
Professions libérales	1 000	7	7	5
Economie domestique	1 000	1	1	1

## Science et Recherche

Dépenses du Land (y compris municipalités)	Mio. EUR	2 528	2 692	3 065
Personnel scientifique employé par les universités total	1 000	32	33	39
Sciences naturelles et ingénieurs	1 000	13	13	13
Personnel „R et D“ dans le secteur économique <sup>2)</sup>	1 000	66	70	82
Demandes nationales de brevets pour une invention	Nbre	8 411	12 486	13 638
Densité d'ingénieurs <sup>3)</sup>	%	3,0	3,4	3,8

1) Filière éducative secondaire pour adultes. – 2) Taux d'emploi à temps complet; 2000: 1999, 2007: 2005; source: SV-Wissenschaftsstatistik GmbH. – 3) Pourcent d'ingénieurs et scientifiques de l'ensemble des personnes actives.

## Industrie de traitement

	Unité	1995	2000	2007
Entreprises	Nbre	8 550	8 675	8 291
Personnel	1 000	1 260	1 255	1 225
Chiffre d'affaires (hors T.V.A.)	Mio. EUR	178 256	235 933	301 694
Chiffre d'affaires national	Mio. EUR	121 846	137 613	152 942
Chiffre d'affaires à l'étranger	Mio. EUR	56 411	98 320	148 752
Taux d'exportation <sup>1)</sup>	%	31,8	41,7	49,3
Salaires	Mio. EUR	41 626	46 133	52 295
Densité industrielle (salariés par 1 000 hab.)	Nbre	122	119	114
Taux des ouvriers qualifiés dans l'industrie <sup>2)</sup>	%	51,8	48,0	52,2

## Répartition des secteurs industriels

(Pourcentage du personnel de l'industrie de traitement)

Construction mécanique	%	21,8	21,3	22,9
Construction automobile	%	15,4	18,0	19,2
Fabrication des produits métalliques	%	8,9	9,7	10,6
Fabrication d'équipement pour la production et distribution d'électricité	%	7,6	7,4	7,7
Technique de médecine, de mesure et réglage, optique	%	5,3	5,3	5,8
Papiers, édition et impression	%	6,4	6,5	5,6
Secteur alimentaire et transformation de tabac	%	4,9	5,1	5,4
Industrie chimique	%	4,8	4,8	4,8
Fabrication des produits en matière synthétique	%	4,2	4,1	4,1
Technique de la radiodiffusion, de la télévision et des communications	%	3,2	3,1	2,3
Textiles et vêtements	%	4,4	3,3	2,3

## Aéroport de Stuttgart

Passagers	1 000	5 041	7 978	10 271
Fret aérien	tonnes	13 772	19 487	17 961
Poste aérienne	tonnes	17 012	15 230	9 944

1) Pourcent du C.A. réalisé à l'étranger. – 2) Pourcent d'ouvriers qualifiés de l'ensemble des salariés; 2007: 2006.

<b>Artisanat<sup>1)</sup></b>				
	Unité	1995	2000	2007
Entreprises	Nbre	98 904	97 551	84 011
Personnel	1 000	846	809	707
Chiffre d' affaires (hors T.V.A.)	Mrd. EUR	62,2	65,8	64,8

## Construction, Travaux publics et activités associées

Entreprises (juin)	Nbre	8 134	8 196	6 934
Personnel (juin)	1 000	147	117	85
Chiffre d' affaires (hors T.V.A.)	Mio. EUR	12 282	11 366	10 212
Heures de travail fournies	Mio.	175	141	103
Construction de logements	%	47,9	47,5	46,0
Construction économique	%	26,3	25,1	26,6
Travaux publics et construction routes	%	25,9	27,4	27,5
Edifices d' habitation	1 000	2 042	2 165	2 297
Logements	1 000	4 403	4 707	4 939

## Tourisme

Entreprises	Nbre	7 262	7 209	7 095
Lits	1 000	377	409	388
Nuitées	1 000	41 393	41 827	42 405
Hôtes étrangers	1 000	5 031	5 690	7 437

## Pouvoir d' achat

Ménages	1 000	4 702	4 744	4 948
Ménages a 1 personne	1 000	1 750	1 714	1 795
Ménages a plusieurs personnes	1 000	2 951	3 030	3 153
Revenu disponible des ménages	Mio. EUR	160 557	183 127	213 098 <sup>2)</sup>
– par habitant	EUR	15 595	17 453	19 845 <sup>2)</sup>
Salaires				(2006)
Salaires bruts annuels d' ouvrier				
– Industrie de traitement	EUR	28 029	32 824	37 047
– Construction	EUR	26 442	30 074	30 703
Salaires bruts annuels d' employé				
– Industrie de traitement	EUR	41 343	48 227	56 620
– Construction	EUR	38 999	42 294	46 606
– Commerce	EUR	28 696	31 494	39 214
– Credit et assurances	EUR	35 161	40 503	45 551

## Commerce extérieur<sup>1)</sup>

	Unité	1995	2000	2007
Total des exportations	Mio. EUR	64 414	100 988	150 534
Véhicules et pièces de véhicules	Mio. EUR	12 942	25 060	36 123
Machines	Mio. EUR	16 428	23 648	34 177
Produits chimiques	Mio. EUR	5 308	10 043	17 240
Produits médicaux, de mesure, de commande, de régulation et optiques	Mio. EUR	3 727	5 863	8 488
Equipped pour la production et distribution d' électricité; etc.	Mio. EUR	3 999	5 834	8 223
Produits métalliques	Mio. EUR	2 504	3 843	6 139
Pays de destination des exports				
Etats-Unis	Mio. EUR	6 318	15 068	15 120
Pays de l' Union Européenne (UE 27)	Mio. EUR	36 439	57 084	89 585
– France	Mio. EUR	7 638	10 659	13 529
– Italie	Mio. EUR	4 946	7 530	10 522
– Grande-Bretagne	Mio. EUR	4 622	6 949	10 390
– Pays-Bas	Mio. EUR	3 445	4 672	10 027
Suisse	Mio. EUR	5 470	6 638	9 160
République Populaire de Chine	Mio. EUR	795	1 395	4 898
Japon	Mio. EUR	2 211	3 461	3 103
Total des importations	Mio. EUR	46 038	75 933	123 878
Etats-Unis	Mio. EUR	3 807	7 980	11 424
Pays de l' Union Européenne (UE 27)	Mio. EUR	27 439	43 903	73 435

## Investissements directs<sup>2)</sup>

				(2006)
De l' étranger au Baden-Württemberg	Mrd. EUR	18,9	52,9	79,7
– Pays-Bas	Mrd. EUR	5,7	27,7	24,9
– Suisse	Mrd. EUR	5,5	9,2	18,4
– Etats-Unis	Mrd. EUR	3,2	6,1	10,5
– France	Mrd. EUR	1,9	2,9	6,2
– Grande-Bretagne	Mrd. EUR	0,6	1,5	2,1
Du Baden-Württemberg à l' étranger	Mrd. EUR	26,2	76,3	103,2
– Etats-Unis	Mrd. EUR	5,4	32,1	27,3
– Pays-Bas	Mrd. EUR	2,7	3,5	11,7
– Grande-Bretagne	Mrd. EUR	2,5	6,3	6,5
– France	Mrd. EUR	2,5	4,0	6,4
– Suisse	Mrd. EUR	2,1	3,2	4,7

1) Source: Baden-Württembergischer Handwerkstag. – 2) 2006.

1) Résultats provisoires pour 2007. – 2) Investissements directs et indirects à la fin d' année.

## Position économique du Baden-Württemberg par rapport à la R.F.A.

	1995	2000	2007
	Pourcent de la R.F.A.		
Superficie	10,0	10,0	10,0
Habitants	12,6	12,8	13,1
Population active	13,1	13,4	13,9 <sup>1)</sup>
Industrie productive	15,7	16,5	17,9 <sup>1)</sup>
Indépendants	14,1	13,2	12,7 <sup>1)</sup>
Produit intérieur brut (en prix courants)	14,1	14,4	14,6
Elèves d' écoles de formation générale	12,0	14,5	13,9
Etudiants d' écoles professionnelles	14,0	13,9	15,2
Etudiants d' université (total)	12,2	10,9	12,1
Mathématiques, sciences naturelles	14,9	12,4	13,6
Personnel „R et D“ dans le secteur économique (total) <sup>2)</sup>	23,3	22,8	27,1
Demandes nationales de brevets pour une invention	21,9	23,3	28,5
Entreprises industrielles	18,4	18,3	19,4
Personnes actives dans l' industrie	19,1	20,1	20,8
Construction mécanique	26,3	27,3	28,7
Construction automobile	22,2	24,7	25,7
Nuitées	12,7	12,0	11,7
Exportation <sup>3)</sup>	16,8	16,9	15,5
Véhicules et pièces de véhicules	22,3	23,5	20,0
Machines	26,8	27,1	24,8
Produits chimiques	10,4	13,2	13,5
Equipement pour la production et distribution d' électricité	19,1	18,7	16,9
Investissements directs de l' étranger <sup>4)</sup>	13,4	10,5	13,5
Investissements directs à l' étranger <sup>4)</sup>	13,9	14,7	14,2
	Index (R.F.A. = 100)		
Produit intérieur brut par habitant (en prix courants)	112,0	112,9	111,5
Revenu disponible par habitant	107,2	108,5	109,4 <sup>5)</sup>
Dépense de „R et D“ par habitant <sup>6)</sup>	181,4	179,0	188,5
Indices industriels			
Taux d' exportation	109,7	113,9	113,5
Salaires par personnes actives	105,8	106,1	107,6

1) 2006. – 2) Taux d'emploi à temps complet; 2000: 1999, 2007: 2005; Source: SV-Wissenschaftsstatistik GmbH. – 3) Résultats provisoires pour 2007. – 4) Investissements directs et indirects à la fin d' année; 2007: 2006. – 5) 2006. – 6) 2006. – 7) 2000: 1999, 2007: 2005.

## Les plus grandes villes du Baden-Württemberg 2007

Ville	Habitants	Superficie	Personnes actives dans l' industrie <sup>1)</sup>	
	1 000	km <sup>2</sup>	1 000	par 1 000 habitants
Stuttgart	597	207	70	117
Mannheim	310	145	42	137
Karlsruhe	289	173	21	73
Freiburg	219	153	12	55
Heidelberg	145	109	11	79
Heilbronn	122	100	13	110
Ulm	121	119	20	166
Pforzheim	119	98	13	110
Reutlingen	112	87	15	137
Esslingen	92	46	19	209
Ludwigsburg	87	43	7	86
Tübingen	84	108	5	65

1) Moyenne annuelle dans des entreprises avec un effectif de 20 personnes et plus, y compris l' industrie minière et l' extraction de pierres et de terres.

## Informations et adresses

Si vous voulez en savoir plus sur la coopération avec des entreprises du Baden-Württemberg ou sur les possibilités d'implantation industrielle dans notre Land, prenez contact avec un des organismes suivants:

### Coopération économique avec l'étranger

Wirtschaftsministerium  
Theodor-Heuss-Straße 4  
D 70174 Stuttgart  
Telefon 0711/123-24 26  
Telefax 0711/123-24 60  
pressestelle.wm@wm.bwl.de  
www.wm.baden-wuerttemberg.de

Baden-Württembergischer  
Industrie- und Handelskammertag  
Jägerstraße 40  
D 70174 Stuttgart  
Telefon 0711/22 55 00 60  
Telefax 0711/22 55 00 77  
info@bw.ihk.de  
www.bw.ihk.de

Handwerk International  
Heilbronner Straße 43  
D 70191 Stuttgart  
Telefon 0711/16 57-280  
Telefax 0711/16 57-827  
info@handwerk-international.de  
www.handwerk-international.de

### Implantation industrielle, coopération inter-entreprises

Wirtschaftsministerium  
– Außenwirtschaft und  
Europäische Wirtschaftspolitik –  
Theodor-Heuss-Straße 4  
D 70174 Stuttgart  
Telefon 0711/123-0  
Telefax 0711/123-22 50  
poststelle@wm.bwl.de  
www.wm.baden-wuerttemberg.de

Baden-Württemberg International  
– Gesellschaft für internationale  
wirtschaftliche und wissenschaftliche  
Zusammenarbeit mbH –  
Willi-Bleicher-Straße 19  
D 70174 Stuttgart  
Telefon 0711/2 27 87-0  
Telefax 0711/2 27 87 22  
info@bw-i.de  
www.bw-i.de

## Faits et chiffres de la région Rhône-Alpes

### Quelques données essentielles

<b>Population au 01/01/2009</b>	
Estimation - (en milliers)	6 160,0
Part dans la population française - (en %)	9,6
Densité de population - (hab./km <sup>2</sup> )	141,0
Taux de variation annuel moyen depuis 1999 - (en %)	0,9
<b>Emploi</b>	
Emplois au lieu de travail au 31/12/2008 - (en milliers)	2 662,3
Taux de chômage au dernier trimestre 2009 - (en %)	9,0
<b>Économie</b>	
Produit intérieur brut 2008 - (en milliards d'euros)	188,0
Part dans le PIB France - (en %)	9,6
<b>Revenus</b>	
Revenu disponible brut 2006 - (en euros/habitant)	18 997
Revenu médian par unité de consommation 2007 - (en euros/uc)	18 143
Taux de pauvreté - (en %)	11,6
Allocataires du RMI au 31/12/2008 - (en milliers)	67,3
<b>Zones urbaines sensibles</b>	
Nombre de zones urbaines sensibles - (ZUS)	64
Part de la population régionale en ZUS - (en %)	5,6

Source : INSEE

### Valeur ajoutée brute de la région par branche d'activité

	<b>Rhône-Alpes 2008</b>
Agriculture, sylviculture, pêche	1,2
Industries agricoles et alimentaires	1,5
Industries des biens de consommation	2,1
Industrie automobile	0,7
Industries des biens d'équipement	3,9
Industries des biens intermédiaires	7,1
Énergie	2,5
Construction	7,6
Commerce	10,4
Transports	4,6
Activités financières, activités immobilières	18,1
Services aux entreprises	15,9
Services aux particuliers	4,6
Éducation, santé, action sociale et administration	19,9
<b>Total (en millions d'euros courants)</b>	<b>168 094</b>

Source : INSEE

## Répartition de l'emploi 2000 - 2007 par activité économique en Rhône-Alpes

	2000	2007(1)
Agriculture	2,71	2,23
Industrie	21,99	18,55
Construction	6,14	7,13
Commerce	13,22	13,59
Services	55,94	58,50
Ensemble	2 376 776,00	2 529 102,00

Source d'origine : INSEE

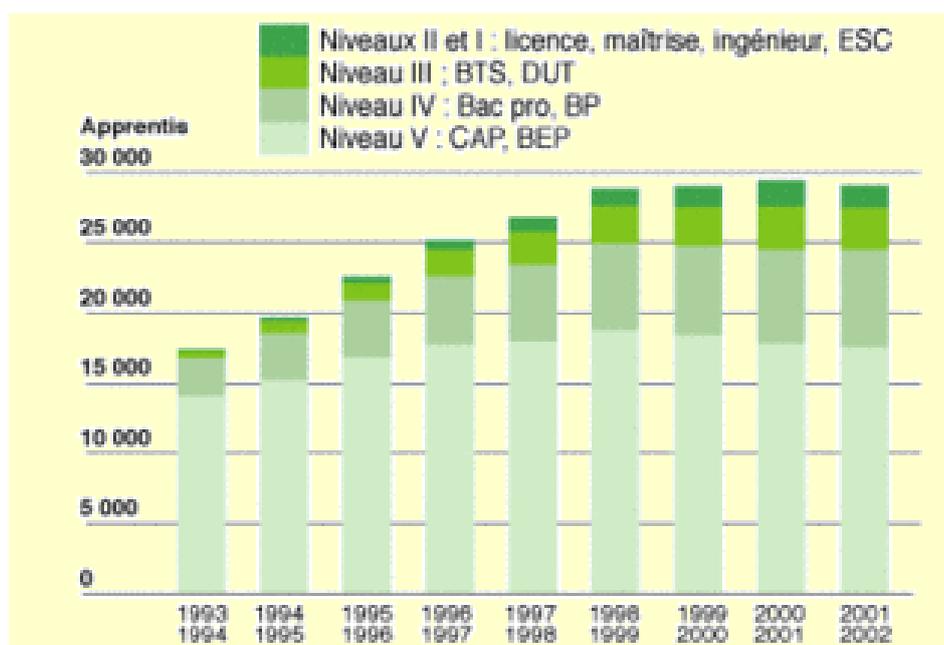
## Quelques indicateurs d'attractivité pour les zones d'emploi de Rhône-Alpes

en %

Zones d'emploi	Variation de population 1975-1999	Taux de solde migratoire total 1990-1999	Taux de solde migratoire des retraités 1990-1999	Taux de solde migratoire des cadres 1990-1999	Evolution du revenu moyen 1995-2005	Evolution des créations d'établissements 2000-2007	Evolution du nombre d'établissements 2000-2007
<b>Métropoles</b>							
Anecy	41,5	7,0	3,3	15,1	17,1	43,9	24,7
Chambery	30,2	7,7	5,4	6,7	12,9	51,4	21,5
Grenoble	15,8	2,7	-3,8	1,0	11,0	39,1	17,8
Lyon	16,2	1,6	-4,7	0,6	9,1	55,9	18,0

Source : INSEE

## Nombre d'apprentis formés dans la région Rhône-Alpes



Source : Chambre de commerce et d'industrie du Rhône-Alpes

## Pour aller plus loin : bibliographie et filmographie complémentaires

BOURGEOIS Isabelle, « [Comment l'intelligence vient aux PME allemandes](#) », Regards sur l'économie allemande [En ligne], 74 | décembre 2005, mis en ligne le 05 novembre 2009

BOURGEOIS Isabelle, Compétitivité des territoires, « [Etat des lieux et perspectives](#) », Regards sur l'économie allemande, 2007/2

BOURGEOIS Isabelle, Lasserre René, « [Allemagne : une politique de compétitivité industrielle à finalité globale](#) », Constructif [en ligne], n°20 | juin 2008.

EGLE Christoph, « [L'avenir des Verts allemands : vers un parti charnière ?](#) », mai 2010

KRAUSS Gerhard, « L'impact des institutions sociales sur la formation du capital social dans la valorisation de la recherche : une analyse sociologique des créations d'entreprises de haute technologie », Innovations 3/2011 (n°36)

KUKAWKA Pierre, « Le quadrige européen ou L'Europe par les régions : bilan de la coopération 1988-1998 des quatre moteurs pour l'Europe, Bade-Wurtemberg, Catalogne, Lombardie, Rhône-Alpes », Presses universitaires de Grenoble, 1999

ROTH Hélène, « [Dynamiques industrielles et mutations des espaces ruraux en Allemagne](#) », Géocarrefour, Vol. 83/4, 2008, [En ligne], mis en ligne le 31 décembre 2011.

SCHNEE Thomas, « [A Bruxelles, les lobbies allemands comme des poissons dans l'eau](#) », Metiseurope, 05 Juillet 2010

UTERWEDDE Henrik, « Politique industrielle ou politique de la compétitivité ? Discours et approches en Allemagne », Note du Cerfa, n°48, novembre 2007

WULFHORST Gebhard « L'intégration entre politiques territoriales et politiques des transports en Allemagne : l'exemple de la région urbaine de Stuttgart », Flux 3/2007 (n° 69)

### [Bade-Wurtemberg et Rhône-Alpes : structures politiques et sociales](#)

**Film (en français) :** [Le système éducatif professionnel allemand](#), de l'Institut fédéral de l'éducation professionnelle (*Berufsbildung in Deutschland - Zukunft sichern*)